

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2019, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2020, sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général (y compris les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie américaine et mondiale) et des tendances du marché, de même que sur leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité et sur les attentes à l'égard de la transaction envisagée visant London Stock Exchange Group plc et Refinitiv. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives », « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ». Le présent rapport de gestion est en date du 4 août 2020.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	3
• Mise à jour sur la COVID-19 – Une description de l'incidence sur nos activités et de notre réponse	5
• Perspectives – Nos perspectives financières ainsi que les principales hypothèses et risques importants qu'elles comportent.....	6
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.....	9
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette.....	17
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant.....	22
• Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv – La vente envisagée de Refinitiv à LSEG.....	22
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 juin 2020 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion.....	22
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	22
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	23
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir.....	24
• Facteurs de risque – Les facteurs de risque qui viennent compléter et mettre à jour ceux qui sont présentés dans notre rapport annuel 2019.....	26
• Annexes – Des informations supplémentaires, notamment au sujet de la performance de Refinitiv	28

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société », « TRC » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à nos filiales.

Pandémie de COVID-19

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié de pandémie la maladie causée par une nouvelle souche de coronavirus, appelée COVID-19. L'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. Dans le présent rapport de gestion, nous analysons les conséquences en constante évolution de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Renseignements supplémentaires » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur les ajustements des résultats sectoriels des périodes précédentes et le retraitement des états financiers des périodes précédentes.

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nos résultats, sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS, tiennent compte des résultats des entreprises acquises depuis la date de leur acquisition. Nous utilisons des mesures non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs, et elles ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Nos mesures financières non conformes aux IFRS comprennent :

- le BAIIA ajusté et la marge connexe;
- le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe;
- le résultat ajusté et le résultat ajusté par action;
- la dette nette et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté;
- les flux de trésorerie disponibles.

Nous présentons également les variations de nos produits des activités ordinaires, de nos charges d'exploitation, de notre BAIIA ajusté et de la marge connexe, ainsi que de notre résultat ajusté par action, avant effet du change ou en « devises constantes ». Ces mesures excluent la distorsion qu'entraîne l'incidence des fluctuations du change afin d'améliorer la comparabilité des tendances que nos entreprises affichent d'une période à l'autre. Pour permettre une analyse plus poussée de la croissance des produits des activités ordinaires de nos entreprises actuelles en devises constantes, nous présentons la croissance interne des produits des activités ordinaires (définie dans le glossaire ci-après et à l'annexe A).

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance, notamment de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – termes clés

Nous utilisons dans le présent rapport de gestion les termes suivants.

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, qui représentent 80 % de nos produits des activités ordinaires pour le deuxième trimestre et pour le premier semestre de 2020.
Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %.
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change à la période considérée et à la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la santé en mars 2020.
RPA	Résultat par action
secteur Activités financières et risque	Notre ancien secteur Activités financières et risque, maintenant appelé Refinitiv
vente ou transaction du secteur Activités financières et risque	Vente, conclue le 1 ^{er} octobre 2018, d'une participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone.
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv	Entente conclue avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone visant la vente de Refinitiv à LSEG.
Refinitiv	Dénomination de notre ancien secteur Activités financières et risque en date de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque. Nous détenons une participation de 45 % dans Refinitiv depuis le 1 ^{er} octobre 2018.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters est un fournisseur de services d'information pour entreprises de premier plan. Nos produits comprennent des logiciels et des outils hautement spécialisés axés sur l'information et destinés aux professionnels du droit, de la fiscalité, de la comptabilité et de la conformité, ainsi que ceux de Reuters, l'agence de presse dont la présence est la plus importante à l'échelle internationale.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen de services électroniques et d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travail, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter soutenus par le siège social :



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des services que nous offrons dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la réglementation et de la conformité.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

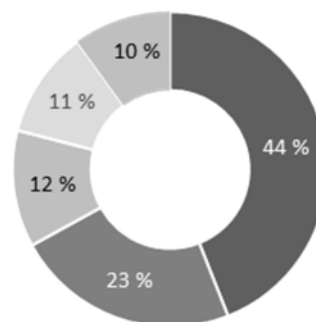
Ce secteur est un fournisseur de nouvelles économiques, financières, nationales et internationales à l'intention des professionnels par l'intermédiaire de terminaux de bureaux, notamment par Refinitiv, de groupes de médias du monde entier et d'événements sectoriels et directement aux consommateurs.



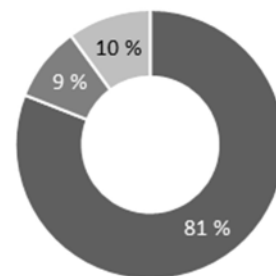
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2020



■ Professionnels du droit
■ Grandes sociétés
■ Fiscalité et comptabilité
■ Reuters News
■ Publications mondiales



■ Récurrents
■ Transactions
■ Publications mondiales

Le siège social assure la gestion centralisée des activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus. Il assure également la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Faits saillants financiers

Comme prévu, les répercussions défavorables de la COVID-19 ont commencé à se faire sentir sur notre performance au chapitre des produits des activités ordinaires au deuxième trimestre, laquelle reflète essentiellement l'annulation d'événements en personne, les reports d'expéditions de matériels imprimés demandés par les clients et le report de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis du deuxième trimestre au troisième trimestre. Nous avons néanmoins atteint ou dépassé chacune des mesures de performance cibles au chapitre des produits des activités ordinaires présentées dans nos perspectives pour le deuxième trimestre de 2020 qui avaient été communiquées en mai 2020, comme il est indiqué ci-dessous, et nous croyons toujours que le deuxième trimestre sera le trimestre de l'exercice 2020 pour lequel l'incidence de la COVID-19 aura été la plus importante. En août 2020, nous avons révisé à la hausse nos perspectives concernant les flux de trésorerie disponibles et confirmé le reste de nos perspectives commerciales pour l'exercice 2020, lesquelles avaient été révisées en mai 2020 afin de rendre compte de notre estimation des conséquences de la COVID-19. Veuillez vous reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour en savoir plus sur nos perspectives commerciales, notamment pour connaître nos nouvelles perspectives pour le troisième trimestre.

Résultats consolidés.

	Trimestres clos les 30 juin			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 405	1 423	(1) %	
Bénéfice d'exploitation	365	447	(18) %	
Résultat dilué par action	0,25 \$	0,36 \$	(31) %	
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	422	113	288 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 405	1 423	(1) %	-
Croissance interne des produits des activités ordinaires				(2) %
BAIIA ajusté	479	355	35 %	34 %
Marge du BAIIA ajusté	34,1 %	25,0 %	910 pb	840 pb
Résultat ajusté par action	0,44 \$	0,29 \$	52 %	48 %
Flux de trésorerie disponibles	305	1	n. s.	

Résultats financiers supplémentaires pour les 3 grands secteurs pris collectivement : Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 juin			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Produits des activités ordinaires	1 117	1 102	1 %	3 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				2 %
BAIIA ajusté	426	386	10 %	11 %
Marge du BAIIA ajusté	38,1 %	34,9 %	320 pb	270 pb

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les **produits des activités ordinaires** ont diminué de 1 % au total et n'ont pratiquement pas changé en devises constantes, malgré l'incidence favorable des acquisitions. Les produits des activités ordinaires ont reflété un recul de la croissance interne de 2 %, l'augmentation de 3 % des produits récurrents, lesquels représentent 81 % du total des produits des activités ordinaires, ayant été plus que contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions et des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs, qui représentent 80 % du total des produits des activités ordinaires, ont augmenté de 1 % au total et de 3 % en devises constantes. Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs ont affiché une croissance interne de 2 %, l'augmentation de 4 % des produits récurrents, lesquels représentent 89 % du total des produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs, ayant plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions.

Le **bénéfice d'exploitation** a diminué de 18 %, l'incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la vente envisagée de Refinitiv à LSEG ayant été plus importante pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et la marge connexe, qui ne tiennent pas compte de l'incidence de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, ont augmenté du fait de l'achèvement en 2019 du programme de repositionnement de la société après la séparation du secteur Activités financières et risque et de la diminution des charges attribuable à nos initiatives visant une réduction de 100 M\$ des coûts annuels pour l'exercice 2020 dans le contexte de la COVID-19, que nous expliquons plus loin dans le présent rapport de gestion.

Le **résultat dilué par action** a diminué pour s'établir à 0,25 \$ par action, alors qu'il était de 0,36 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la diminution du bénéfice d'exploitation, qui rend compte de l'incidence de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv. Le résultat ajusté par action, qui ne tient pas compte de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv et d'autres ajustements, est passé de 0,29 \$ par action à 0,44 \$ par action, en raison principalement de la progression du BAIIA ajusté.

L'augmentation des **flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation** s'explique principalement par le fait que les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent tenaient compte de coûts et d'investissements considérablement plus élevés liés au repositionnement de la société après la séparation du secteur Activités financières et risque, de variations favorables du fonds de roulement et des économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est attribuable aux mêmes facteurs, auxquels s'ajoute le produit de la vente de certains biens immobiliers.

Le tableau ci-après compare notre performance réelle au chapitre des produits des activités ordinaires et les perspectives pour le deuxième trimestre de 2020.

Mesures non conformes aux IFRS ¹⁾	Perspectives pour le deuxième trimestre de 2020	Performance pour le deuxième trimestre de 2020	Chiffres réels
Résultats globaux pour Thomson Reuters			
Croissance des produits des activités ordinaires			
(avant l'effet du change)	Entre (1) % et (2) %	En hausse de 0,3 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	Entre (2) % et (3) %	(1,6) %	✓
Résultats combinés pour les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité (les 3 grands secteurs)			
Croissance des produits des activités ordinaires			
(avant l'effet du change)	Entre 2,5 % et 3,5 %	2,9 %	✓
Croissance interne des produits des activités ordinaires	Entre 2 % et 3 %	2,2 %	✓

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Mise à jour sur la COVID-19

L'information qui suit est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec les rubriques « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ».

L'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19 et des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. La durée de cette crise et ses effets à long terme sur l'économie mondiale demeurent incertains. Au deuxième trimestre de 2020, les cas de COVID-19 ont augmenté avant de diminuer dans certaines régions, ce qui a donné lieu à des réouvertures graduelles. Plusieurs régions ont toutefois connu une hausse des cas de COVID-19, ce qui a entraîné des ralentissements, des suspensions et des annulations du processus de réouverture.

Thomson Reuters n'a pas subi de perturbations majeures de ses activités en raison de la pandémie de COVID-19 et demeure pleinement opérationnelle. La plupart des employés continuent de travailler à distance à partir de la maison, grâce à des outils technologiques qui leur permettent de collaborer avec les clients et entre eux. Nous élaborons des plans détaillés en vue d'une réouverture sécuritaire et graduelle de nos bureaux à l'échelle mondiale, bien que nous nous attendions à ce que peu de personnes retournent à nos bureaux au cours des prochains mois, ce retour se faisant sur une base volontaire. Les employés essentiels qui ne peuvent travailler de la maison, comme les journalistes de Reuters News et les employés des installations de notre secteur Publications mondiales, appliquent diverses normes de santé et sécurité. Nous continuons d'agir et de planifier en fonction des directives des organisations de la santé à l'échelle mondiale, des gouvernements concernés et des pratiques exemplaires qui évoluent sans cesse.

Nous comptons environ 500 000 clients qui sont en grande partie des professionnels du droit ou de la fiscalité qui travaillent au sein de sociétés et de cabinets de services professionnels, parmi lesquels plusieurs travaillent aussi à distance. Nos produits permettent à nos clients de rester productifs lorsqu'ils travaillent à distance, car ils peuvent accéder à la plupart de nos produits et services sur Internet. Même si nous avons annulé ou reporté presque toutes nos conférences en personne, surtout au sein de notre entreprise Reuters Events, nous avons remplacé certains de ces événements par des rencontres virtuelles.

Nous pensons toujours être en bonne position pour traverser la crise économique. Nous pouvons compter sur des secteurs d'activité forts qui desservent des marchés de grande envergure, diversifiés et traditionnellement stables, et nos secteurs d'activité ont par le passé dégagé des flux de trésorerie disponibles importants, puisqu'ils fonctionnent principalement par abonnements et affichent des taux de rétention élevés. Nous estimons que nos activités s'appuient sur des assises financières solides et que nous avons accès à des sources de trésorerie suffisantes pour soutenir la société durant une reprise progressive. Comme nous l'expliquons en détail à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, nos principales sources de trésorerie sont toujours l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, notre facilité de crédit consorsiale d'un montant de 1,8 G\$ et notre programme de papier commercial de 1,8 G\$. De temps à autre, nous émettons aussi des titres d'emprunt aux termes d'un prospectus. Tel qu'il est mentionné dans nos perspectives pour l'exercice 2020, nous nous attendons maintenant à dégager des flux de trésorerie disponibles d'un montant se situant entre 1,0 G\$ et 1,1 G\$ pour l'exercice à l'étude. Au 30 juin 2020, nos fonds en

caisse s'établissaient à 946 M\$ et le solde de notre dette, à 120 M\$. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023. Nous prévoyons verser notre dividende annualisé de 2020 de 1,52 \$ par action ordinaire et n'avons pas l'intention de racheter davantage de nos actions d'ici la fin de l'exercice.

Notre plan d'affaires repose toujours sur l'hypothèse que l'économie mondiale se redressera progressivement au deuxième semestre de 2020. À notre avis, les professionnels du droit et de la comptabilité sont essentiels au fonctionnement efficace des marchés mondiaux, et ils continueront d'acheter nos produits et nos services. Nous croyons qu'en raison de la COVID-19, plus d'avocats et de comptables pourraient se tourner vers des produits axés sur la technologie comme les nôtres, étant donné leur propre expérience du travail à distance. Nos activités principales se sont montrées résilientes lors des précédents ralentissements économiques, notamment celui qui a débuté en 2008. Or, comme nos activités sont fondées sur des abonnements, il est possible que nos résultats d'exploitation ne commencent à refléter l'intégralité des éventuels effets négatifs de la pandémie de COVID-19 que plus tard en 2020 ou en 2021.

Perspectives

L'information qui suit est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec les rubriques « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ».

Nous avons récemment révisé à la hausse nos perspectives concernant les flux de trésorerie disponibles et confirmé le reste de nos perspectives pour l'exercice 2020, lesquelles avaient été communiquées en mai 2020. Bien que notre performance du deuxième trimestre ait renforcé notre confiance à l'égard de nos perspectives, il est encore trop tôt pour prévoir avec certitude quand et comment les marchés mondiaux pourraient se redresser. Nous présentons aussi nos perspectives pour le troisième trimestre de 2020.

Nos perspectives pour l'exercice 2020 présentées ci-dessous présument toujours que les cours de change demeureront constants et ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient avoir lieu en 2020. Nous pensons que ce type d'orientation fournit des renseignements utiles sur la performance de nos secteurs d'activité.

Perspectives globales de Thomson Reuters pour 2020 : confirmation de celles communiquées le 5 mai 2020 ¹⁾		
Mesures financières non conformes aux IFRS ²⁾	Perspectives globales de Thomson Reuters	Perspectives pour les 3 grands secteurs
	<i>Avant l'effet du change et compte non tenu des acquisitions ou cessions futures</i>	
Croissance des produits des activités ordinaires	De 1,0 % à 2,0 %	De 3,0 % à 4,0 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	De 0 % à 1,0 %	De 3,0 % à 4,0 %
Marge du BAIIA ajusté	De 31,0 % à 32,0 %	De 36,0 % à 37,0 %
Charges liées au siège social	Entre 140 M\$ et 150 M\$	
Flux de trésorerie disponibles	Entre 1,0 G\$ et 1,1 G\$	
Dépenses d'investissement exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	De 7,5 % à 8,0 %	
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	Entre 625 M\$ et 650 M\$	
Charge d'intérêts	Entre 190 M\$ et 215 M\$	
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	De l'ordre de 17 % à 19 %	

1) En août 2020, la société a révisé à la hausse ses perspectives concernant les flux de trésorerie disponibles d'environ 1,0 G\$, qui se situent maintenant entre 1,0 G\$ et 1,1 G\$.

2) Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.

Le passé n'est pas garant de l'avenir, mais nos perspectives se fondent tout de même en partie sur notre expérience lors du dernier ralentissement économique en 2008. Nous estimons que notre ancien secteur Professionnels du droit, excluant Publications mondiales, a enregistré une croissance interne d'environ 2 % en 2009 et 2010 après cette crise financière. Nous croyons que notre secteur Professionnels du droit est aujourd'hui en meilleure position, principalement parce que nous avons recours à un modèle fondé sur les abonnements pour bon nombre de nos produits plutôt qu'à un modèle fondé sur l'utilisation. Nous sommes plus transparents en matière de prix et nos produits sont intégrés plus profondément dans le travail de nos clients du milieu du droit, puisque nous offrons des actifs plus diversifiés comme Westlaw Edge, Practical Law, HighQ et Contract Express. Notre ancien secteur Fiscalité et comptabilité n'a enregistré une croissance interne inférieure à 3 % à aucun moment en 2009 et 2010, après le ralentissement qui s'est amorcé en 2008. Ce secteur comprend principalement la vente de logiciels, que les clients n'ont pas tendance à remplacer fréquemment.

Nous prévoyons atténuer l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires liée à la COVID-19 sur notre BAIIA ajusté et sur nos flux de trésorerie disponibles au moyen d'un programme d'économies de coûts de 100 M\$, aux termes duquel nous envisageons de diminuer les dépenses liées aux services de consultation et de conseil, aux déplacements et au divertissement et à certains projets de développement ainsi que d'autres dépenses discrétionnaires. Nos perspectives concernant les flux de trésorerie disponibles présument que nous allons connaître des retards temporaires au niveau de l'encaissement des paiements de certains clients, mais nous croyons que ces montants seront recouvrés lorsque l'économie se relèvera. Nous prévoyons toujours dégager des flux de trésorerie disponibles importants qui, pris collectivement avec nos autres sources de trésorerie, suffiront d'après nous à financer nos besoins en trésorerie pour les 12 prochains mois. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du

présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur notre situation financière.

Perspectives pour le troisième trimestre de 2020

Nous nous attendons à ce que le total des produits des activités ordinaires pour le troisième trimestre de 2020 affiche une hausse en devises constantes et une croissance interne allant de 1,0 % à 2,0 %. Les activités de Reuters News et les reports d'expédition de certains produits imprimés du secteur Publications mondiales continuent de peser sur la croissance de nos produits des activités ordinaires.

Nos 3 grands secteurs (Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité) devraient collectivement enregistrer une croissance des produits des activités ordinaires en devises constantes et une croissance interne allant de 3,0 % à 4,0 % au troisième trimestre de 2020.

Principales hypothèses et risques importants

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des prévisions qui sous-tendent nos perspectives actuelles pour 2020, lesquelles reflètent la crise économique mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
• Ralentissement de l'activité économique au deuxième trimestre, suivi d'une reprise graduelle au deuxième semestre de 2020. • La santé financière et opérationnelle de notre clientèle, tant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde, s'améliorera progressivement, ce qui coïncidera selon nous avec l'assouplissement des mesures de confinement et d'autres restrictions. • Les annulations de nos contrats d'abonnement seront limitées durant la crise économique, car nos produits et services resteront essentiels pour les professionnels du droit et de la fiscalité. • Pendant la période prolongée de télétravail, nos clients continueront d'accéder à nos produits à distance et ils accorderont de la valeur à l'information et aux outils de haute qualité qui leur permettent d'être productifs et efficaces. • Nous préserverons notre capacité d'ajouter des nouveaux clients pendant la crise économique, grâce à l'amélioration de nos plateformes et de nos propositions numériques ou à d'autres initiatives de nature commerciale. • Reuters News enregistrera une réduction importante de la demande pour son entreprise Reuters Events en raison de l'annulation des événements en personne, ainsi qu'une baisse de la demande pour son entreprise axée sur les consommateurs et ses services de presse. • Notre personnel continuera d'être efficace dans un contexte de télétravail pendant une période prolongée, ce qui inclut la capacité de mettre en œuvre de nouveaux produits et services et d'offrir du soutien aux clients pour les produits existants. • L'installation du secteur Publications mondiales restera ouverte et les journalistes de notre secteur Reuters News seront toujours en mesure de rapporter les événements qui se déroulent dans le monde. • Les reports d'expéditions de matériels imprimés demandés par les clients seront temporaires et les expéditions retardées au deuxième trimestre seront effectuées au troisième et au quatrième trimestre de 2020. • Un nombre limité de nos clients de plus petite taille ne pourront pas nous payer ou demanderont des arrangements financiers ou d'autres modalités de paiement en raison de leur situation financière. • Les clients continueront de rechercher les logiciels-services ou d'autres solutions infonuagiques.	• Les perturbations associées à la pandémie de COVID-19, notamment les quarantaines imposées et les ordonnances de confinement à la maison par les gouvernements, pourraient durer plus longtemps que nous ne le prévoyons ou être interrompues par d'autres vagues de contamination, ce qui repousserait à plus tard le redressement de l'économie mondiale. • L'incertitude économique mondiale attribuable à la pandémie de COVID-19, ainsi que les réformes réglementaires et l'évolution du contexte politique qui en découlent, pourraient se traduire par des occasions d'affaires limitées pour nos clients, ce qui exercerait des pressions importantes sur leurs coûts et pourrait mener à une réduction du nombre de professionnels employés, entraînant une baisse de la demande visant nos produits et services. • La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. • Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et aux produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes. • Des facteurs que nous ne pouvons prévoir pourraient diminuer l'efficacité de nos employés en télétravail, notamment l'incapacité de réaliser des initiatives de soutien à la clientèle visant des produits clés ou d'effectuer des services de mise en œuvre à distance. • Des facteurs que nous ne pouvons prévoir pourraient nous forcer à suspendre ou à cesser les activités de notre installation du secteur Publications mondiales ou pourraient entraver la capacité des journalistes de Reuters News de rapporter certains événements dans le monde. • Le recul des produits des activités ordinaires de notre secteur Publications mondiales pourrait être plus important que prévu si les clients ne rétablissent pas les expéditions, parce qu'ils ne peuvent pas retourner dans leurs locaux d'affaires ou pour d'autres raisons.

Marge du BAIIA ajusté

Principales hypothèses		Risques importants	
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Nous poursuivrons les investissements dans les marchés en croissance, le service à la clientèle, le développement des produits et les capacités numériques. - Nous réussirons à atténuer une grande partie de l'incidence de la perte de produits des activités ordinaires sur le BAIIA ajusté grâce à nos programmes d'économies de coûts, notamment la diminution des dépenses liées aux services de consultation et de conseil, aux déplacements et au divertissement et à certains projets de développement ainsi que d'autres dépenses discrétionnaires.		- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - Le coût des investissements nécessaires pourrait dépasser les prévisions, ou les rendements réels pourraient être inférieurs aux prévisions. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté. - Nos programmes d'économies de coûts ne suffiront peut-être pas à compenser les produits des activités ordinaires perdus.	
Flux de trésorerie disponibles			
Principales hypothèses		Risques importants	
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles en matière de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement devraient représenter entre 7,5 % et 8,0 % environ des produits des activités ordinaires pour 2020. - Un nombre limité de nos clients de plus petite taille ne pourront pas nous payer ou demanderont des arrangements financiers ou d'autres modalités de paiement en raison de leur situation financière. - Les reports de paiement par nos clients seront limités et notre accès aux facilités de crédit sera suffisant pour combler tout manque à gagner.		- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement pourraient être supérieures aux prévisions, ce qui entraînerait une hausse des sorties de trésorerie. - Le calendrier et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions. - Une détérioration marquée de la conjoncture macroéconomique pourrait entraver la capacité de nos clients à nous payer, réduisant nos flux de trésorerie disponibles. Un resserrement des marchés du crédit pourrait limiter notre capacité de combler le manque à gagner au titre des paiements, ce qui pourrait avoir des conséquences opérationnelles inattendues sur nos activités.	
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté			
Principales hypothèses		Risques importants	
- Nous parviendrons à atteindre notre cible en matière de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2019. - Aucun changement important ne sera apporté aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à la société. - La réalisation de la vente envisagée de Refinitiv à LSEG, ou la vente d'une autre participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence importante, mais non stratégique, donnant lieu à un profit important d'ici la fin de l'exercice 2020. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 625 M\$ à 650 M\$. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 215 M\$.		- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à la société pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - Les taux d'impôt et les calculs qui s'appliquent à notre résultat imposable pourraient être touchés si ces transactions n'avaient pas lieu. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.	

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice, et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui comprennent des ajustements de juste valeur se rapportant aux bons de souscription que nous détenons dans Refinitiv ainsi que des profits ou des pertes qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

L'information qui précède est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec les rubriques « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ».

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Toutefois, nos produits des activités ordinaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Nous croyons que nos produits des activités ordinaires du deuxième trimestre de 2020 seront les plus bas enregistrés pour les quatre trimestres de l'exercice 2020, en raison de l'incidence de la COVID-19. En 2019, les coûts importants que nous avons engagés pour repositionner nos activités à la suite de la vente d'une participation majoritaire dans le secteur Activités financières et risque ont eu une incidence sur le caractère saisonnier de notre bénéfice d'exploitation.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin				
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2020	2019	Variation		2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes	
Mesures financières conformes aux IFRS									
Produits des activités ordinaires	1 405	1 423	(1) %		2 925	2 910	1 %		
Bénéfice d'exploitation	365	447	(18) %		655	721	(9) %		
Résultat dilué par action	0,25 \$	0,36 \$	(31) %		0,64 \$	0,56 \$	14 %		
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾									
Produits des activités ordinaires	1 405	1 423	(1) %		-	2 925	2 910	1 %	2 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires					(2) %				-
BAIIA ajusté	479	355	35 %	34 %	959	752	27 %	27 %	
Marge du BAIIA ajusté	34,1 %	25,0 %	910 pb	840 pb	32,8 %	25,8 %	700 pb	650 pb	
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	334	253	32 %		672	512	31 %		
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	23,8 %	17,9 %	590 pb		23,0 %	17,6 %	540 pb		
Résultat ajusté par action	0,44 \$	0,29 \$	52 %	48 %	0,92 \$	0,65 \$	42 %	40 %	

Résultats financiers supplémentaires - 3 grands secteurs combinés- Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total	Devises constantes	2020	2019	Total	Devises constantes
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾								
Produits des activités ordinaires	1 117	1 102	1 %	3 %	2 328	2 270	3 %	4 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				2 %				3 %
BAIIA ajusté	426	386	10 %	11 %	857	818	5 %	5 %
Marque du BAIIA ajusté	38,1 %	34,9 %	320 pb	270 pb	36,8 %	36,0 %	80 pb	60 pb

- 1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 139	1 115	2 %	4 %	3 %	2 307	2 250	3 %	4 %	4 %
Produits tirés des transactions	133	143	(8) %	(6) %	(19) %	331	331	-	1 %	(11) %
Produits tirés du secteur Publications mondiales	134	164	(19) %	(17) %	(17) %	289	329	(12) %	(11) %	(11) %
Éliminations/arrondissement	(1)	1				(2)	-			
Produits des activités ordinaires	1 405	1 423	(1) %	-	(2) %	2 925	2 910	1 %	2 %	-

Les **produits des activités ordinaires** ont diminué de 1 % au total et n'ont pratiquement pas changé en devises constantes au deuxième trimestre, malgré l'incidence favorable des acquisitions. La croissance des produits récurrents, lesquels représentent 81 % des produits des activités ordinaires de la société, a été contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions et des produits du secteur Publications mondiales. La COVID-19 a eu une incidence sur notre performance au chapitre des produits des activités ordinaires au deuxième trimestre, la baisse des produits tirés des transactions traduisant un repli des activités de notre secteur Fiscalité et comptabilité en raison du report du 15 avril au 15 juillet de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis annoncé par le gouvernement américain, et la diminution des produits du secteur Publications mondiales traduisant l'incidence des reports d'expéditions de matériels imprimés demandés par les clients qui continuent de travailler à distance. Pour le semestre, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1 % au total et de 2 % en devises constantes, l'augmentation des produits récurrents ayant plus que compensé le recul des produits du secteur Publications mondiales. Les produits tirés des transactions ont augmenté en devises constantes en raison de l'incidence favorable des acquisitions.

Les produits des activités ordinaires ont affiché un recul de la croissance interne de 2 % au deuxième trimestre, et la croissance interne est demeurée essentiellement stable pour le premier semestre. Pour les deux périodes, la croissance des produits récurrents a été contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions et des produits du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs, qui représentent 80 % du total des produits des activités ordinaires pour les deux périodes, ont augmenté de 1 % au total et de 3 % en devises constantes pour le deuxième trimestre et de 3 % au total et de 4 % en devises constantes pour le premier semestre. La croissance interne des produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs a augmenté pour les deux périodes, la croissance des produits récurrents ayant plus que compensé la diminution des produits tirés des transactions.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires des deux périodes en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport à la livre sterling, au réal brésilien et au peso argentin comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 18 % au deuxième trimestre et de 9 % au premier semestre, les périodes correspondantes de l'exercice précédent reflétant un avantage beaucoup plus important découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société se rapportant à la vente envisagée de Refinitiv à LSEG. Cette incidence défavorable a été en partie compensée par la baisse des coûts, qui rend compte de l'achèvement en 2019 du programme de repositionnement de la société après la séparation du secteur Activités financières et risque ainsi que des initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19. En mai 2020, nous avons annoncé que nous prévoyions réduire la perte de produits des activités ordinaires liée à la COVID-19 en diminuant nos coûts de 100 M\$. Nous avons réalisé environ les deux tiers de nos cibles d'économies de coûts au deuxième trimestre de 2020.

Le BAIIA ajusté et la marge connexe, qui ne tiennent pas compte de l'incidence de la réévaluation des bons de souscription, entre autres éléments, ont augmenté pour les deux périodes au total et en devises constantes du fait de la diminution des coûts. L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté a été faussée par l'incidence favorable de la baisse significative des coûts par suite de l'achèvement du programme de repositionnement de la société en 2019. Compte non tenu de cette incidence favorable, la marge du BAIIA ajusté a augmenté de 290 pb au deuxième trimestre et de 60 pb au premier semestre. Les avantages découlant de notre programme de réduction des coûts lié à la pandémie de COVID-19 ont eu une incidence pour les deux périodes. L'amélioration de la marge du semestre a toutefois été en partie contrebalancée par la comptabilisation d'une charge à un moment défavorable au premier trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 70 pb et de 50 pb sur les marges du BAIIA du deuxième trimestre et du premier semestre, respectivement.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et la marge connexe ont progressé pour les deux périodes, la hausse du BAIIA ajusté ayant plus que contrebalancé l'augmentation des dépenses d'investissement.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
	2020	2019	Variation		2020	2019	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	929	1 070	(13) %	(11) %	1 946	2 161	(10) %	(7) %

Les charges d'exploitation des deux périodes ont diminué au total et en devises constantes. Pour les deux périodes, la baisse des coûts rend compte de l'achèvement en 2019 de notre programme visant à repositionner la société après la séparation du secteur Activités financières et risque ainsi que des avantages découlant de notre programme de réduction des coûts lié à la pandémie de COVID-19, qui ont plus que contrebalancé l'augmentation des charges découlant des acquisitions. Les charges d'exploitation du semestre rendent aussi compte de la comptabilisation d'une charge à un moment défavorable au premier trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation du deuxième trimestre et du premier semestre comprennent des provisions additionnelles au titre de l'estimation des créances irrécouvrables liées aux clients qui pourraient éprouver des difficultés financières à cause de la COVID-19.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	43	38	14 %	83	72	15 %
Dotation aux amortissements des logiciels	118	104	14 %	229	209	10 %
Total partiel	161	142	14 %	312	281	11 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	30	25	15 %	60	52	14 %

- Collectivement, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels ont augmenté pour les deux périodes, les charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux qui se rapportent à des entreprises récemment acquises, ayant plus que contrebalancé l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a augmenté pour les deux périodes en raison des charges associées aux récentes acquisitions qui ont plus que contrebalancé l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.

Autres profits d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Autres profits d'exploitation, montant net	80	261	48	305

Le montant net des autres profits d'exploitation tient compte de l'incidence favorable, pour toutes les périodes, de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société par suite de la hausse du cours de l'action de LSEG en lien avec la transaction envisagée visant la vente de Refinitiv à LSEG (se reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Le montant net des autres profits d'exploitation comprend des tranches de 54 M\$ (256 M\$ en 2019) et de 1 M\$ (275 M\$ en 2019) attribuables aux bons de souscription pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, respectivement. Le montant net pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 tient aussi compte des profits tirés de la vente de certains biens immobiliers et celui pour le semestre clos le 30 juin 2020 reflète également un profit lié à une distribution reçue d'une participation. Le montant net pour le semestre clos le 30 juin 2019 comprend aussi les profits tirés de la vente de plusieurs petites entreprises.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Charge d'intérêts, montant net	52	37	40 %	97	72	35 %

L'augmentation du montant net de la charge d'intérêts pour les deux périodes s'explique par la baisse du produit d'intérêts, puisque les périodes de 2019 comprenaient un produit d'intérêts sur le produit tiré de la transaction du secteur Activités financières et risque qui avait été mis de côté pour financer des acquisitions.

Autres charges financières (produits financiers)

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Autres charges financières (produits financiers)	13	18	(34)	29

Les autres charges financières (produits financiers) comprennent principalement les profits et pertes découlant de la variation des cours de change sur certaines ententes de financement intragroupe. La période de 2020 comprend aussi des profits liés aux fluctuations du change sur les contrats de change et à la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Refinitiv (participation de 45 %)	(155)	(141)	(213)	(259)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2	3	6	8
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(153)	(138)	(207)	(251)

Notre quote-part de la perte après impôt attribuable à notre participation de 45 % dans Refinitiv reflète la charge d'intérêts sur la dette de Refinitiv, ainsi que les dépenses engagées pour élargir les activités en vue de faciliter la réalisation d'économies ciblées maximales de 650 M\$ d'ici la fin de 2020. La perte moins élevée de Refinitiv pour le semestre rend compte de l'incidence favorable de la révision de taux d'intérêt sur la dette. Refinitiv avait réalisé des économies de 567 M\$ en rythme annualisé au 30 juin 2020 et estime qu'elle est sur la bonne voie pour atteindre le niveau d'économies en rythme annualisé qu'elle vise pour l'exercice complet d'ici la fin de 2020. L'annexe C du présent rapport de gestion fournit des renseignements supplémentaires sur la performance de notre participation dans Refinitiv.

Charge d'impôt

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Charge d'impôt	16	47	63	48

La charge d'impôt de chaque période rend compte des divers territoires fiscaux où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. Puisque la répartition géographique des résultats avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle de l'exercice complet, le produit ou la charge d'impôt des périodes intermédiaires pourrait ne pas rendre compte de la charge d'impôt de tout l'exercice.

Nous évaluons la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. L'évolution de nos activités et des lois fiscales dans divers territoires pourrait nous donner l'occasion d'utiliser les pertes fiscales reportées en avant ou d'autres avantages fiscaux pour lesquels la société n'a pas comptabilisé d'actif d'impôt différé. Si les tendances récentes se poursuivent, la société pourrait comptabiliser des actifs d'impôt différé d'une valeur de 50 M\$ à 100 M\$ au cours des 12 prochains mois.

Divers ajustements et transactions survenues à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Charge (produit) d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	19	-	46	-
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	(10)	(4)	(7)	(15)
Total partiel	9	(4)	39	(15)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(7)	(4)	(13)	(9)
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(39)	(36)	(53)	(67)
Autres profits d'exploitation, montant net	18	70	5	77
Autres éléments	-	-	2	-
Total partiel	(28)	30	(59)	1
Total	(19)	26	(20)	(14)

1) Se rapportent essentiellement à un impôt minimum que nous ne prévoyons pas payer en définitive, attribuable aux profits imposables qui découleraient de la clôture prévue de la transaction avec LSEG ou de la vente d'une autre participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence importante, mais non stratégique, à un profit important d'ici la fin de 2020. Selon les IFRS, nous sommes toutefois tenus de comptabiliser cet impôt jusqu'à ce que la transaction se réalise. Compte tenu également des variations des passifs d'impôt différé par suite de modifications des lois fiscales et des taux d'impôt, et des variations des passifs d'impôt différé dans certains États américains du fait de modifications apportées aux facteurs de répartition.

2) Se rapportent essentiellement à la comptabilisation d'actifs d'impôt différé relatifs à des exercices antérieurs et d'ajustements nécessaires à la suite d'acquisitions et de cessions.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou de notre produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils se rapportent. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Charge d'impôt	16	47	63	48
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	19	(26)	20	14
Autre ajustement :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	10	8	6	8
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	45	29	89	70

1) Ajustement visant à refléter l'impôt au taux d'impôt effectif estimé pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

Résultats des activités abandonnées

Le tableau qui suit présente les composantes de la perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	5	27	3	37

Les résultats des activités abandonnées comprennent les produits et charges résiduels qui ont été assumés par la société après la vente d'une participation majoritaire dans le secteur Activités financières et risque en octobre 2018.

Bénéfice net et résultat dilué par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Bénéfice net	126	180	(30) %	319	284	12 %
Résultat dilué par action	0,25 \$	0,36 \$	(31) %	0,64 \$	0,56 \$	14 %

La diminution du bénéfice net et du résultat dilué par action au deuxième trimestre s'explique par la baisse du bénéfice d'exploitation. Pour le semestre, l'augmentation du bénéfice net et du résultat dilué par action s'explique par la diminution de la perte attribuable à notre participation de 45 % dans Refinitiv, l'incidence favorable des écarts de change découlant de la réévaluation de certaines

ententes de financement intragroupe et par la diminution de la perte liée aux activités abandonnées, qui ont plus que contrebalancé l'accroissement de la charge d'impôt et la baisse du bénéfice d'exploitation.

Résultat ajusté et résultat ajusté par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
			Variation				Variation	
	2020	2019	Total	Devises constantes	2020	2019	Total	Devises constantes
Résultat ajusté	221	146	51 %		460	327	41 %	
Résultat ajusté par action	0,44 \$	0,29 \$	52 %	48 %	0,92 \$	0,65 \$	42 %	40 %

Le résultat ajusté et le montant par action connexe ont augmenté pour les deux périodes, la hausse du BAIIA ajusté ayant plus que contrebalancé l'accroissement des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts plus élevée.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit présente une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020. Nous évaluons en devises constantes la croissance des produits des activités ordinaires pour chaque secteur et pour les unités au sein de chaque secteur.

Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
			Variation					Variation		
	2020	2019	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne	2020	2019	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne
Produits récurrents	580	557	4 %	5 %	3 %	1 167	1 113	5 %	6 %	4 %
Produits tirés des transactions	40	48	(18) %	(17) %	(19) %	79	92	(15) %	(14) %	(13) %
Produits des activités ordinaires	620	605	2 %	3 %	1 %	1 246	1 205	3 %	4 %	3 %
BAIIA ajusté sectoriel	254	229	11 %	11 %		484	458	6 %	6 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	40,9 %	37,8 %	310 pb	280 pb		38,8 %	38,0 %	80 pb	70 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté pour les deux périodes au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance des produits récurrents (94 % du secteur au deuxième trimestre) et aux acquisitions de HighQ et de Pondera Solutions, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des produits tirés des transactions (6 % du secteur au deuxième trimestre). Les produits liés aux cabinets d'avocats, qui comprennent ceux de grands cabinets d'avocats à l'échelle mondiale et représentent un peu plus des deux tiers de nos produits des activités ordinaires du secteur, ont augmenté de 1 % au deuxième trimestre (3 % pour le semestre), et les produits à l'échelle mondiale du secteur, qui représentent des cabinets de plus petite taille situés à l'extérieur des États-Unis, ont augmenté de 3 % pour les deux périodes. Les produits tirés du gouvernement américain ont augmenté de 11 % pour les deux périodes, et tenaient compte de l'incidence favorable des contrats conclus au quatrième trimestre de 2019 avec le Département de la justice et le Bureau administratif des tribunaux américains. Nous nous attendons à ce que le taux de croissance des produits tirés du gouvernement américain pour le deuxième semestre de 2020 soit similaire au taux de croissance enregistré au deuxième trimestre.

Les produits des activités ordinaires ont affiché pour les deux périodes une croissance interne découlant de l'augmentation des produits récurrents attribuable à Westlaw Edge, la plus récente version de notre plateforme de recherche juridique, qui a plus que contrebalancé la baisse prévue des produits tirés des transactions en raison du retard des installations de produits Élite, du ralentissement des ventes et de l'annulation de certains événements en personne.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes en raison de l'accroissement des produits des activités ordinaires et des avantages découlant des initiatives de réduction des coûts liées à la pandémie de COVID-19, ces facteurs ayant plus que compensé la hausse des provisions pour créances irrécouvrables liées aux clients qui pourraient éprouver des difficultés financières à cause de la COVID-19. Les chiffres pour le semestre tiennent compte de la comptabilisation d'une charge à un moment défavorable au premier trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 30 pb et de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	282	267	6 %	7 %	7 %	563	530	6 %	8 %	7 %
Produits tirés des transactions	47	48	(4) %	(2) %	(2) %	133	131	1 %	2 %	(2) %
Produits des activités ordinaires	329	315	4 %	6 %	5 %	696	661	5 %	6 %	5 %
BAIIA ajusté sectoriel	118	98	21 %	21 %		235	209	13 %	13 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	35,9 %	30,9 %	500 pb	450 pb		33,8 %	31,5 %	230 pb	180 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté pour les deux périodes au total et en devises constantes. L'augmentation en devises constantes est attribuable à la croissance des produits récurrents (86 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre). Les produits tirés des transactions (14 % du secteur Grandes sociétés au deuxième trimestre) ont légèrement reculé au deuxième trimestre et légèrement augmenté au premier semestre. Les produits des deux périodes tiennent compte de l'incidence favorable des acquisitions de Confirmation et de HighQ en juillet 2019, qui a été en grande partie contrebalancée par la perte de produits découlant de la vente de Pangea3/Legal Managed Services (LMS) en mai 2019.

Les produits des activités ordinaires ont affiché pour les deux périodes une croissance interne reflétant l'augmentation des produits récurrents attribuable à l'excellente performance de nos produits juridiques et fiscaux, qui a plus que contrebalancé la diminution de la croissance interne des produits tirés des transactions.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes du fait de l'accroissement des produits des activités ordinaires et des avantages découlant des initiatives de réduction de coûts liées à la COVID-19. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 50 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel tant pour le deuxième trimestre que pour le premier semestre.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2020	2019	Variation			2020	2019	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	136	147	(7) %	(3) %	4 %	294	320	(8) %	(5) %	1 %
Produits tirés des transactions	32	35	(8) %	(6) %	(14) %	92	84	11 %	12 %	(4) %
Produits des activités ordinaires	168	182	(8) %	(4) %	-	386	404	(4) %	(1) %	-
BAIIA ajusté sectoriel	54	59	(9) %	(6) %		138	151	(8) %	(6) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	31,9 %	32,3 %	(40) pb	(80) pb		35,7 %	37,3 %	(160) pb	(190) pb	

Comme prévu, les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes pour les deux périodes. Dans les deux cas, les produits récurrents (81 % du secteur au deuxième trimestre) ont reculé en raison de la perte de produits découlant de la vente, en novembre 2019, de l'entreprise Aumentum qui servait des clients gouvernementaux. Les produits tirés des transactions (19 % du secteur au deuxième trimestre) ont reculé au deuxième trimestre, malgré l'incidence favorable de l'acquisition de Confirmation, les transactions liées à la production de déclarations fiscales au moyen du logiciel Pay-Per-Return ayant été retardées par suite du report au 15 juillet 2020 de la date butoir de dépôt des déclarations fiscales aux États-Unis. Pour le semestre, les produits tirés des transactions ont augmenté au total et en devises constantes du fait de l'apport lié à l'acquisition de Confirmation.

La croissance interne des produits des activités ordinaires est demeurée essentiellement stable pour les deux périodes, la hausse des produits récurrents ayant été contrebalancée par la diminution des produits tirés des transactions. Pour le deuxième trimestre, la croissance interne des produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité aurait augmenté de 3 % si les transactions liées à la production de déclarations fiscales au moyen de Pay-Per-Return n'avaient pas été reportées au troisième trimestre. Pour le semestre, la croissance interne des produits récurrents a été freinée par le devancement de façon permanente de la date de lancement de certains de nos logiciels d'impôt des états UltraTax de janvier 2020 à décembre 2019 pour les faire coïncider avec le lancement de notre logiciel d'impôt fédéral américain qui a traditionnellement lieu en décembre. Compte non tenu de cette incidence, les produits récurrents auraient augmenté de 6 %. Nous prévoyons que la croissance interne des produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité atteindra plus de 5 % pour le troisième et le quatrième trimestre de 2020.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué pour les deux périodes en raison surtout du recul des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb et de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et pour le premier semestre, respectivement.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de son BAIIA ajusté sectoriel étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison de la sortie de certains produits fiscaux. De légères variations du calendrier des produits et des charges peuvent influencer sur les marges trimestrielles.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2020	2019	Total	Variation		2020	2019	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	141	144	(2) %	(2) %	(2) %	283	287	(2) %	(1) %	(1) %
Produits tirés des transactions	14	12	19 %	26 %	(54) %	27	24	14 %	15 %	(45) %
Produits des activités ordinaires	155	156	(1) %	-	(11) %	310	311	-	-	(8) %
BAlIA ajusté sectoriel	25	19	24 %	6 %		44	42	3 %	(12) %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	15,6 %	12,5 %	310 pb	70 pb		14,1 %	13,6 %	50 pb	(170) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué légèrement au total pour les deux périodes. La croissance interne des produits des activités ordinaires a reculé de 11 % et de 8 % pour le trimestre et le semestre, respectivement. Le recul de la croissance interne des produits des activités ordinaires s'explique par l'annulation, en raison de la COVID-19, de conférences en personne organisées par l'entreprise Reuters Events, dont nous avons fait l'acquisition au quatrième trimestre de 2019. Nous avons pu remplacer certaines de ces conférences par des événements virtuels, mais nous n'avons pas pu récupérer en totalité les produits des activités ordinaires perdus en raison des annulations. Les produits des activités ordinaires de Reuters News sont demeurés pratiquement inchangés en devises constantes pour les deux périodes, car la perte des produits des activités ordinaires liés à ces événements en personnes n'a pas d'incidence sur la comparaison de nos résultats du trimestre à l'étude et de la période antérieure, car nous n'étions pas propriétaires de l'entreprise Reuters Events à la période correspondante de l'exercice précédent. En revanche, cette perte de produits a entraîné une baisse de la croissance interne des produits des activités ordinaires, puisque nous prenons en compte l'incidence des entreprises récemment acquises dans notre calcul de la croissance interne comme si nous avions été propriétaires de l'entreprise Reuters Events au cours des deux périodes.

Pour le troisième trimestre de 2020, nous nous attendons à ce que les produits des activités ordinaires de Reuters News reculent de 2 % au total et de 4 % en devises constantes, et nous avons reporté toutes les conférences en personne de notre entreprise Reuters Events au troisième trimestre de 2020. Si nous ne pouvons pas reprendre les conférences en personne, nous prévoyons tenir des événements virtuels au deuxième semestre de l'exercice. Ces événements ne permettraient toutefois de récupérer qu'une petite partie des produits des activités ordinaires que nous ferait perdre l'annulation des conférences en personne. Pour l'exercice complet, les produits des activités ordinaires de Reuters News devraient enregistrer une baisse de l'ordre de 4 % à 6 %.

L'augmentation du BAlIA ajusté sectoriel et de la marge connexe pour le deuxième trimestre est attribuable aux mouvements du change et à certains avantages ponctuels. Pour le semestre, le BAlIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté en raison des mouvements du change, qui ont plus que contrebalancé l'augmentation des charges, y compris les coûts associés aux conférences en personne de Reuters Events qui ont été annulées, et l'augmentation des investissements. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 240 pb et de 220 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et le premier semestre, respectivement.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin					Semestres clos les 30 juin				
	2020	2019	Total	Variation		2020	2019	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne				Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	134	164	(19) %	(17) %	(17) %	289	329	(12) %	(11) %	(11) %
BAlIA ajusté sectoriel	54	72	(25) %	(24) %		117	146	(20) %	(19) %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	40,5 %	44,1 %	(360) pb	(390) pb		40,5 %	44,4 %	(390) pb	(420) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne pour les deux périodes, comme nous l'avions prévu, la diminution ayant été accentuée par la prolongation des reports d'expéditions demandés par certains de nos clients.

Pour le troisième trimestre de 2020, nous nous attendons à un recul de 7 % à 15 % des produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales, attribuable en partie à la prolongation des reports d'expéditions de matériels imprimés demandés par plusieurs clients qui continuent de travailler à distance et ne sont pas encore présents dans leurs locaux d'affaires pour prendre livraison des expéditions, la réouverture demeurant graduelle aux États-Unis et dans bien d'autres pays, où la résurgence de cas de COVID-19 a ralenti. Comme nos publications imprimées sont traditionnellement considérées comme du contenu essentiel pour les cabinets d'avocats et les organismes gouvernementaux, nous prévoyons actuellement que la plupart de ces expéditions finiront par être effectuées d'ici la fin de 2020. Pour l'exercice complet, les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales devraient enregistrer une baisse de l'ordre de 7 % à 11 %.

Le BAlIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont fléchi pour les deux périodes, essentiellement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel pour le deuxième trimestre et le premier semestre.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Charges liées au siège social	26	122	59	254

Les charges liées au siège social ont diminué pour les deux périodes, essentiellement parce que les périodes de 2019 tenaient compte des coûts et des investissements engagés en vue de repositionner nos activités après la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société, notamment l'intensification des stratégies numériques, la réplique de capacités que nous a coûtée la séparation d'avec Refinitiv et les indemnités de fin de contrat de travail. Pour le premier semestre de 2020, les charges liées au siège social ont été moins élevées que prévu en raison de certains avantages liés au calendrier qui ne devraient pas persister au deuxième semestre de l'exercice.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, le levier financier à long terme, les notations de crédit et la redistribution de capital aux actionnaires. Grâce à notre approche, la solidité de notre structure du capital et de notre situation de trésorerie devrait nous permettre de traverser la crise économique provoquée par la COVID-19. Au premier trimestre de 2020, avant que l'épidémie de COVID-19 ne devienne une pandémie, nous avons remboursé des titres d'emprunt d'un montant d'environ 640 M\$ avant leur échéance prévue en 2021 au moyen d'emprunts dans le cadre de notre programme de papier commercial. Lorsque la crise économique a débuté, nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$, principalement dans le but de rembourser du papier commercial, mais aussi à titre préventif vu l'incertitude économique causée par la COVID-19. Au deuxième trimestre de 2020, nous avons remboursé des emprunts de 1,0 G\$ aux termes de notre facilité de crédit à même le produit de la nouvelle émission de titres d'emprunt à long terme qui arrivent à échéance en 2025. Au 30 juin 2020, nos fonds en caisse s'établissaient à 946 M\$. Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BALIA ajusté au 30 juin 2020 s'établissait à environ 1,9 pour 1, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive connexe de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,7 pour 1 à la clôture du deuxième trimestre de 2020, ce qui est bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 prévu par la facilité de crédit. Nous n'avons pas de titres d'emprunt qui arrivent à échéance avant 2023.

Nous entendons verser un dividende annualisé de 1,52 \$ par action en 2020 à nos porteurs d'actions ordinaires et maintenir notre objectif de verser entre 50 % et 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus à nos actionnaires. Nous avons racheté 200 M\$ de nos actions ordinaires en février 2020, mais nous ne comptons pas racheter d'autres actions de la société d'ici la fin de l'exercice.

Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes, soit l'encaisse, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les fonds disponibles aux termes de nos facilités de crédit et de papier commercial, suffiront à financer nos besoins en trésorerie prévus pour les 12 prochains mois.

L'information qui précède et qui figure dans la présente rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec les rubriques « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Facteurs de risque ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation (en \$)	2020	2019	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	422	113	309	598	83	515
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(93)	(77)	(16)	(342)	(153)	(189)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(205)	(186)	(19)	(125)	(527)	402
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	124	(150)	274	131	(597)	728
Écarts de conversion	-	-	-	(10)	2	(12)
Trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture de la période	822	2 258	(1 436)	825	2 703	(1 878)
Trésorerie et découverts bancaires à la clôture de la période	946	2 108	(1 162)	946	2 108	(1 162)
Mesure financière non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	305	1	304	340	(176)	516

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. L'augmentation des entrées nettes liées aux activités d'exploitation pour les deux périodes s'explique principalement par le fait que les résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent tenaient compte i) de coûts et d'investissements considérablement plus élevés se rapportant au repositionnement de la société après la séparation du secteur Activités financières et risque, ii) de charges de personnel et d'impôt résiduelles liées aux activités de notre ancien secteur Activités financières et risque, et iii) pour le semestre, d'une cotisation de 167 M\$ à un régime de retraite. Les économies découlant de nos initiatives de réduction des coûts liées à la COVID-19 et les paiements d'impôt moins élevés ont aussi eu une incidence favorable pour les deux périodes. Les mouvements du fond de roulement ont aussi été favorables au deuxième trimestre de 2020.

Activités d'investissement. L'augmentation des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le deuxième trimestre de 2020 s'explique essentiellement par la hausse des dépenses d'investissement, qui se sont élevées à 145 M\$ (102 M\$ en 2019). Pour le premier semestre de 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté en raison de la hausse des dépenses d'investissement, qui se sont élevées à 287 M\$ (240 M\$ en 2019), et de la hausse des dépenses d'acquisition. Au premier trimestre de 2020, nous avons fait l'acquisition de Pondera Solutions, un fournisseur de technologies et de services d'analyse avancée visant à contrer la fraude, le gaspillage et les abus dans les soins de santé et les grands programmes gouvernementaux. Les chiffres des deux périodes de 2020 tiennent compte du produit tiré de la vente de certains biens immobiliers, tandis que les deux périodes de 2019 tenaient compte du produit tiré de la vente de plusieurs petites entreprises.

Activités de financement. La légère augmentation des sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement au deuxième trimestre de 2020 est attribuable à la hausse des versements de dividendes. Pour le premier semestre de 2020, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont diminué, car un produit de 492 M\$ tiré du montant net des emprunts a été comptabilisé. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Facilité de crédit » et « Dette à long terme » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements sur notre activité liée à la dette. Pour le premier semestre de 2020, nous avons redistribué un montant de 564 M\$ aux actionnaires (539 M\$ en 2019) sous forme de dividendes et de rachats d'actions.

Trésorerie et découverts bancaires. La diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les deux périodes est attribuable aux dépenses liées aux acquisitions financées à même le produit de la transaction du secteur Activités financières et risque que nous avons mis de côté.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour les deux périodes en raison surtout de l'accroissement des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-dessous :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 1,8 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. En janvier 2020, nous avons émis un montant de 630 M\$ sous forme de papier commercial dont le produit a servi à rembourser des dettes bien avant leur échéance. La plupart de nos emprunts sous forme de papier commercial ont été remboursés en février et en mars 2020, principalement à l'aide de sommes empruntées aux termes de notre facilité de crédit, comme il est expliqué ci-dessous. Au 30 juin 2020, du papier commercial d'un montant de 120 M\$ était en cours. En juillet 2020, nous avons remboursé l'intégralité du montant résiduel de papier commercial en cours.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale de 1,8 G\$ qui vient à échéance en décembre 2024 et qui peut servir à obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (y compris aux fins des acquisitions ou du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 juin 2020. Nous avons emprunté 1,0 G\$ aux termes de cette facilité au premier trimestre de 2020, montant qui a été remboursé au deuxième trimestre de 2020. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 112,5 points de base. Nous avons également la possibilité de demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement relatif à la facilité de crédit maximum de 2,4 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

En juillet 2017, la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, qui régit le taux LIBOR, a annoncé son intention de supprimer progressivement ce taux de référence d'ici la fin de 2021. À la suite de cette annonce, des initiatives des secteurs public et privé sont en cours pour trouver un autre taux de référence.

Si Moody's ou Standard & Poor's abaissent leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette compte tenu des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2020, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,7 pour 1.

- **Dette à long terme.** Le tableau suivant présente de l'information sur les billets émis et remboursés par la société au cours du semestre clos le 30 juin 2020.

MOIS/ANNÉE	TRANSACTION	MONTANT EN CAPITAL (EN MILLIONS)
Billets émis		
Mai 2020	Billets à 2,239 %, échéant en 2025	1 400 \$ CA
Billets remboursés		
Janvier 2020	Billets à 3,309 %, échéant en 2021	550 \$ CA
Janvier 2020	Billets à 3,95 %, échéant en 2021	139 \$ US

Les nouveaux billets émis en mai 2020 ont été immédiatement échangés contre des dollars américains et nous avons affecté le produit net de 999 M\$ aux besoins généraux de l'entreprise, notamment au remboursement des emprunts aux termes de notre facilité de crédit.

En janvier 2020, nous avons remboursé des billets pour un montant de 640 M\$ avant leur date d'échéance prévue. Ce montant comprend les primes pour remboursement anticipé et le règlement de swaps de devises. Ces remboursements ont été financés au moyen d'emprunts sous forme de papier commercial.

En juillet 2020, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres d'emprunt non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 6 août 2022. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre d'emprunt que pourrait émettre TR Finance LLC. En date du 4 août 2020, ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre d'emprunt aux termes du prospectus.

TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Veuillez-vous reporter à l'annexe E du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière sommaire de consolidation concernant TR Finance LLC et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, la détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait entraver notre accès au marché de la dette ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

En juin 2020, Moody's a confirmé nos notations et revu à la hausse les perspectives, les faisant passer de négatives à stables, mentionnant la solidité de nos activités et notre excellente situation de trésorerie, entre autres choses.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	Notations mondiales S&P	DBRS Limited	Fitch
Dette à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notes ne reflètent pas nécessairement l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons garantir que nos notations ne seront pas revues à la baisse ni que les agences de notation ne formuleront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2020, nous avons annoncé une augmentation de 0,08 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,52 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2020). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes versés sur les actions ordinaires s'établissent comme suit :

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Dividendes déclarés par action	0,38 \$	0,36 \$	0,76 \$	0,72 \$
Dividendes déclarés	188	180	376	361
Dividendes réinvestis	(6)	(5)	(12)	(12)
Dividendes versés	182	175	364	349

- **Rachats d'actions.** Nous pouvons occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »). Aux termes de l'offre de rachat, nous pouvons racheter jusqu'à 25 millions d'actions ordinaires entre le 19 août 2019 et le 18 août 2020 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment du rachat ou à tout autre prix autorisé par la TSX. Nous avons l'intention de renouveler notre offre de rachat en août 2020 pour une période additionnelle de 12 mois, mais nous ne comptons pas racheter d'autres actions de la société d'ici la fin de l'exercice.

En octobre 2019, nous avons annoncé des plans de rachat visant un montant maximal supplémentaire de 200 M\$ d'actions ordinaires en 2020. Ces rachats ont été complétés en février 2020.

Nous n'avons racheté aucune action au deuxième trimestre de 2020 et de 2019. Les rachats d'actions au cours des semestres s'établissent comme suit :

	Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	200	190
Actions rachetées (en millions)	2,6	3,5
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	78,37 \$	53,93 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et les autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements importants nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un plan prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initiés ou d'autres facteurs. Tout plan conclu avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 16,9 G\$ au 30 juin 2020, relativement stable par rapport à 17,3 G\$ au 31 décembre 2019. Au 30 juin 2020, la valeur comptable du total des actifs courants était supérieure de 0,9 G\$ à celle du total des passifs courants. En temps normal, le total des passifs courants dépasse le total des actifs courants, ce qui s'explique surtout par le fait que les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. En règle générale, nous inscrivons donc un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2020	2019
Dettes courantes	120	579
Dettes à long terme	3 699	2 676
Total de la dette	3 819	3 255
Swaps	(17)	62
Total de la dette compte tenu des swaps	3 802	3 317
Déduire les ajustements de la juste valeur pour les instruments de couverture	(12)	-
Total de la dette, compte tenu des contrats de couverture de change	3 790	3 317
Déduire les coûts de transactions et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	40	36
Ajouter les obligations locatives (partie courante et non courante)	324	322
Déduire la trésorerie et les équivalents de trésorerie²⁾	(946)	(825)
Dettes nettes¹⁾	3 208	2 850
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté^{1), 3)}	1 700	1 493
Dettes nettes / BAIIA ajusté¹⁾	1,9:1	1,9:1

- 1) Ces montants correspondent à des mesures non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité dans le contexte de la crise économique causée par la COVID-19, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS.
- 2) Compte tenu de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 45 M\$ et à 34 M\$ au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.
- 3) Aux fins de ce calcul, le BAIIA ajusté est calculé sur douze mois consécutifs, compte tenu d'un BAIIA ajusté de 479 M\$, de 480 M\$, de 396 M\$ et de 345 M\$ pour les trimestres clos le 30 juin 2020, le 31 mars 2020, le 31 décembre 2019 et le 30 septembre 2019, respectivement. Se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion et à l'annexe C de notre rapport de gestion annuel de 2019, qui figure dans notre rapport annuel 2019, pour des renseignements supplémentaires sur le calcul du BAIIA ajusté de chacune de ces périodes.

Au 30 juin 2020, le total de notre dette s'élevait à 3,8 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et elles ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 juin 2020, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme était d'environ 10 ans et la moyenne des taux d'intérêt s'y appliquant, entièrement fixes, s'établissait à moins de 5 %. Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté était inférieur à notre ratio cible de 2,5 pour 1. L'accroissement de notre dette nette est essentiellement attribuable à l'augmentation du total de la dette (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019. Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités**Actions et réclamations en justice**

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces différends portent notamment sur des questions liées à l'emploi, des questions commerciales et des poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que le résultat définitif de ces causes, prises individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions et proposer des ajustements ou des changements à nos déclarations fiscales.

En conséquence, nous maintenons des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajustons en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois actuellement en vigueur

et de l'information dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport annuel 2019, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Transactions entre parties liées

En date du 4 août, Woodbridge détenait en propriété réelle environ 66 % de nos actions.

Aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2020. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2019 figurant dans notre rapport annuel 2019, de même qu'à la note 32 de nos états financiers consolidés annuels de 2019 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv

Le 1^{er} août 2019, nous avons convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$ (à la date de l'annonce). À l'heure actuelle, Refinitiv est détenue à hauteur de 55 % par Blackstone et de 45 % par Thomson Reuters. Nous prévoyons que Blackstone et Thomson Reuters détiendront, à la suite de cette transaction, une participation combinée de 37 % dans LSEG (dont une tranche de 15 % serait attribuée à Thomson Reuters) et un intérêt avec droit de vote combiné de moins de 30 %. La participation de Thomson Reuters dans les actions de LSEG sera détenue par une entité que posséderont conjointement Blackstone et Thomson Reuters (l'« entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters »). Il est prévu qu'à la clôture de cette transaction, Thomson Reuters détiendra indirectement environ 82,5 millions d'actions de LSEG ayant une valeur de marché d'approximativement 9,1 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG le 4 août 2020. Notre participation estimative mentionnée ci-dessus tient compte de l'acquisition prévue d'une participation supplémentaire dans Refinitiv aux termes d'une convention conclue avec Blackstone visant des bons de souscription, qui seront exercés dans le cadre de la clôture de la transaction. La clôture de la transaction envisagée est assujettie aux autorisations d'ordre réglementaire requises et aux autres conditions usuelles de clôture, et devrait avoir lieu vers la fin de l'exercice 2020 ou au début de l'exercice 2021. Bien qu'il soit actuellement prévu que LSEG réglera la contrepartie de la transaction exclusivement au moyen de l'émission d'actions, LSEG pourra, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la contrepartie en trésorerie. Le versement de toute contrepartie en trésorerie viendra réduire le nombre d'actions de LSEG émises en faveur de l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters.

Nous prévoyons que l'imposition relative à la transaction avec LSEG sera en grande partie différée pour Thomson Reuters. Nous estimons qu'un montant d'impôt de l'ordre de 500 M\$ à 600 M\$ deviendra payable à la clôture de la transaction, tout dépendant du cours des actions de LSEG à cette date. Nous avons l'intention de financer ce passif d'impôt en vendant certaines de nos actions de LSEG (comme le permet la convention de blocage à laquelle l'entité détenue conjointement par Blackstone et Thomson Reuters a convenu d'être assujettie en ce qui concerne ses actions de LSEG) ou par d'autres moyens, de telle sorte que nous ne nous attendons pas à ce que le paiement d'impôt ait une incidence significative sur notre situation de trésorerie. Au moment où nous pourrions exercer notre droit de vendre nos actions, au cours de la troisième et de la quatrième année suivant la clôture de la transaction, nous devrions payer l'impôt sur ces ventes au taux d'impôt des sociétés aux États-Unis, soit 25 % actuellement.

Après la clôture de la transaction, les flux de trésorerie disponibles de Thomson Reuters bénéficieront de tous les dividendes futurs que LSEG versera à ses actionnaires. Après l'expiration des périodes de blocage postérieures à la clôture, si nous vendons les actions de LSEG, nous générerons des flux de trésorerie dont nous pourrions alors décider du meilleur emploi. Par ailleurs, l'entente d'une durée de 30 ans conclue entre Reuters News et Refinitiv en octobre 2018 demeurera en vigueur après la clôture de la transaction et sera reprise par l'entreprise regroupée.

Pour de plus amples renseignements concernant la transaction visant LSEG et Refinitiv, veuillez vous reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » de notre rapport de gestion annuel de 2019, lequel figure dans notre rapport annuel 2019.

Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement important n'est survenu après le 30 juin 2020 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2019, lequel figure dans notre rapport annuel 2019. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2019, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante.

Estimations comptables et jugements critiques – Incidence de la pandémie de COVID-19

La crise économique mondiale causée par la pandémie de COVID-19 est source d'incertitude importante pour l'avenir. Par conséquent, certaines estimations utilisées et certains jugements formulés par la direction dans le cadre de la préparation des états financiers pourraient subir davantage de variations et changer considérablement dans l'avenir. La direction avait fait une première évaluation de ses estimations comptables et jugements critiques à la lumière du contexte de la pandémie de COVID-19 aux fins de son rapport intermédiaire du trimestre clos le 31 mars 2020. Au deuxième trimestre, la direction a réévalué ces estimations et jugements et n'y a apporté aucun changement important. Aux fins de notre planification des activités et de nos estimations de valeur, la société continue de supposer que l'économie mondiale se redressera progressivement au deuxième semestre de 2020. Les paragraphes qui suivent fournissent de l'information sur les estimations comptables et les jugements critiques de la direction relativement à la crise économique mondiale causée par la COVID-19.

Compte de correction de valeur pour créances douteuses et ajustements des ventes

La société a constitué des provisions supplémentaires de 6 M\$ et de 15 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, pour tenir compte du fait que certains de ses plus petits clients des secteurs du droit et de la fiscalité pourraient ne pas être en mesure de payer pour les produits et les services que la société leur a fournis ainsi que des crédits que la société pourrait accorder, dans certains cas, aux clients éprouvant des difficultés financières. Nous avons offert des programmes de paiement à certains de nos plus petits clients qui pourraient avoir besoin de plus de temps pour payer, mais peu d'entre eux ont choisi cette option à ce jour.

Logiciels

La société n'a pas constaté, et ne prévoit pas constater, de variation importante de la demande visant ses produits et elle ne prévoit pas non plus cesser d'offrir certains produits en raison de la crise, ce qui nécessiterait la comptabilisation d'une perte de valeur ou le raccourcissement des durées d'utilité.

Autres immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 1^{er} octobre 2019, date du dernier test de dépréciation de la société, la juste valeur estimative diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie (« UGT »), qui correspondent à chacun de ses secteurs à présenter, dépassait leur valeur comptable de plus de 100 %. La société a effectué une analyse de sensibilité qui a montré qu'aucune modification raisonnablement possible de ses hypothèses en raison de la pandémie de COVID-19, notamment l'augmentation des taux d'actualisation et la réduction des flux de trésorerie, ne ferait en sorte que la valeur comptable de l'une ou l'autre des UGT, compte tenu de la valeur comptable des marques de commerce à durée d'utilité indéterminée, excède sa valeur recouvrable.

Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et bons de souscription connexes

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence étaient composées principalement de la participation de 45 % de la société dans Refinitiv. Le 1^{er} août 2019, la société a convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG selon une valeur qui dépasse considérablement la valeur comptable de son investissement mesurée selon le cours de l'action de LSEG au 30 juin 2020. La clôture de la transaction envisagée, qui a été approuvée par les actionnaires de LSEG en novembre 2019, demeure assujettie aux autorisations d'ordre réglementaire requises et aux autres conditions usuelles de clôture, et devrait avoir lieu avant la fin de l'exercice 2020 ou au début de l'exercice 2021. La société s'attend à inscrire, à la clôture, un profit important découlant de cette transaction, et c'est pourquoi elle a conclu qu'il n'y avait pas de dépréciation de sa participation dans Refinitiv au 30 juin 2020.

Compte tenu des modalités de l'entente, la société a évalué les bons de souscription connexes dans Refinitiv au 30 juin 2020 en fonction essentiellement du nombre d'actions supplémentaires de Refinitiv auquel elle aura droit à la clôture, du cours de l'action de LSEG le 30 juin 2020 et de l'appréciation par la direction du fait qu'il est toujours très probable que la clôture de la transaction ait lieu avant la fin de l'exercice 2020 ou au début de l'exercice 2021.

La société conserve d'autres participations d'une valeur totale de 0,2 G\$ dans un éventail de secteurs d'activité, dont l'immobilier, la technologie et les médias, qui pourraient éventuellement perdre de la valeur en raison des difficultés économiques causées par la pandémie.

Avantages sociaux futurs

Les actifs et les obligations des principaux régimes d'avantages de la société aux États-Unis et au Royaume-Uni sont réévalués chaque trimestre, et un montant compensatoire est imputé aux autres éléments du résultat global. Pour le semestre clos le 30 juin 2020, la société a comptabilisé des profits sur réévaluation de 23 M\$. Les variations de la valeur des actifs et des passifs associés aux principaux régimes à prestations définies de la société attribuables à la volatilité accrue du marché découlant de la crise économique n'ont pas donné lieu à des besoins de capitalisation importants.

Impôt sur le résultat

Les réformes fiscales pertinentes découlant de la crise économique, plus particulièrement la loi intitulée *Coronavirus Aid, Relief and Economic Security (CARES) Act* aux États-Unis, n'ont pas eu d'incidence importante sur le calcul des impôts. La société est arrivée à la conclusion que ses prévisions révisées pour tenir compte de la pandémie de COVID-19 n'influaient pas sur sa capacité de réaliser ses actifs d'impôt différé.

Jugements critiques pour l'application des méthodes comptables

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La direction accorde une plus grande attention au caractère recouvrable lorsqu'elle pose des jugements relatifs à la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et le fera tant que durera la crise.

Positions fiscales incertaines

La société n'a apporté aucun changement à ses jugements relatifs aux positions fiscales incertaines par suite de la pandémie de COVID-19.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été retraités pour corriger certaines inexactitudes non significatives, comme il est indiqué dans nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Pour un complément d'information, se reporter à la rubrique « Retraitement des états financiers de périodes précédentes » ci-après et à nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020.

De plus, nous avons ajusté les résultats sectoriels relatifs aux périodes précédentes en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude. Au premier trimestre de 2020, dans le contexte de l'achèvement de notre programme visant à repositionner nos activités après la séparation de Refinitiv, nous avons réévalué notre méthode de répartition des coûts entre les secteurs d'activité et rajusté la répartition. Les résultats sectoriels de 2019 ont également été rajustés pour rendre compte du virement de certains produits des activités ordinaires principalement hors du secteur Grandes sociétés vers le secteur Professionnels du droit, auquel ils correspondent davantage. Ces changements ont influé sur les résultats financiers de nos secteurs pour 2019, mais n'ont pas eu d'incidence sur nos résultats financiers consolidés de 2019. Le tableau ci-après résume ces changements :

(en millions de dollars américains)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires						
Professionnels du droit	603	2	605	1 197	8	1 205
Grandes sociétés	318	(3)	315	670	(9)	661
Éliminations/arrondissement	-	1	1	(1)	1	-
Total des produits des activités ordinaires	1 423	-	1 423	2 910	-	2 910
BALIA ajusté						
Professionnels du droit	232	(3)	229	459	(1)	458
Grandes sociétés	102	(4)	98	220	(11)	209
Fiscalité et comptabilité	60	(1)	59	153	(2)	151
Reuters News	10	9	19	26	16	42
Publications mondiales	73	(1)	72	147	(1)	146
Charges liées au siège social/arrondissement	(122)	-	(122)	(253)	(1)	(254)
Total du BALIA ajusté	355	-	355	752	-	752

Retraitement des états financiers de périodes précédentes

Le 1^{er} octobre 2018, nous avons vendu une participation de 55 % dans notre secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone. Nous avons conservé une participation de 45 % dans la nouvelle entreprise, appelée Refinitiv. Depuis le 1^{er} octobre 2018, nous comptabilisons notre quote-part de la perte après impôt liée à notre participation de 45 % dans Refinitiv, une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, en résultat net. Au troisième trimestre de 2019, une inexactitude faisant en sorte que notre quote-part de la perte après impôt dans Refinitiv était sous-évaluée depuis le quatrième trimestre de 2018 a été relevée. Cette inexactitude en ce qui a trait aux actions privilégiées émises par Refinitiv au consortium Blackstone s'explique par une différence de principe comptable entre les PCGR des États-Unis, référentiel selon lequel Refinitiv prépare ses états financiers, et les IFRS, référentiel selon lequel Thomson Reuters prépare ses états financiers. Cette inexactitude n'a pas eu d'incidence sur nos produits des activités ordinaires, notre bénéfice d'exploitation, nos mesures sectorielles, notre BALIA ajusté, notre résultat ajusté par action, nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ni nos flux de trésorerie disponibles.

Nous avons conclu que l'inexactitude n'était pas significative pour nos états financiers déjà publiés. Toutefois, comme l'incidence d'un retraitement du montant cumulé de l'inexactitude pour le troisième trimestre de 2019 aurait été significative pour le bénéfice net de ce trimestre, nous avons retraité nos états financiers déjà publiés pour corriger l'inexactitude.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) à la clôture de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des autorités canadiennes de valeurs mobilières et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Nous mettons en œuvre une initiative d'efficience à long terme qui influe sur l'information financière que nous présentons. Nous améliorons progressivement, sur plusieurs années, les applications de gestion de la prise de commande à l'encaissement (« order-to-cash » ou OTC) et la gestion des flux de travaux connexes. Les principaux éléments des solutions OTC sont les fonctions gestion des commandes, facturation, gestion de la trésorerie et recouvrements. Nous comptons réduire le nombre d'applications ainsi que rationaliser et automatiser les procédés dans l'ensemble de l'entreprise grâce à cette initiative.

Cette initiative étant mise en œuvre graduellement sur une période prolongée, la nature et l'étendue des activités varieront d'un trimestre à l'autre. Selon la nature et l'étendue du travail effectué, cette initiative pourrait donner lieu à des modifications significatives de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière; nous continuerons donc de modifier la conception, la mise en œuvre et la documentation des processus et des procédures de contrôle interne connexes, si nécessaire.

À la suite de la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société en octobre 2018, un nombre important d'employés des fonctions de comptabilité et de communication de l'information ont été transférés à Refinitiv. Des conventions de services de transition sont intervenues entre Thomson Reuters et Refinitiv depuis leur séparation. Un certain nombre de contrôles clés sont toujours mis en œuvre aux termes des conventions de services de transition, et il n'y a eu aucun changement important touchant les contrôles clés à l'égard des processus de communication de l'information financière.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du dernier trimestre de 2020 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 4 août 2020, 496 555 302 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 3 731 678 options sur actions et un total de 2 976 301 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2019 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la SEC des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux conséquences potentielles ou prévues de la pandémie de COVID-19 sur Thomson Reuters, ses clients et l'économie en général, les énoncés concernant les perspectives commerciales de la société pour 2020 et les autres attentes relatives à la performance financière et opérationnelle future de la société et de ses secteurs d'activité (particulièrement en ce qui concerne les produits des activités ordinaires tirés des services aux gouvernements du secteur Professionnels du droit, les produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité, les produits des activités ordinaires de l'entreprise Reuters Events et du secteur Reuters News, les expéditions et les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales et les produits tirés des transactions), le nombre d'actions de LSEG que Thomson Reuters s'attend à détenir indirectement à la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, les attentes actuelles de la société concernant le moment auquel aura lieu la clôture de la transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv, la confiance en la capacité de Refinitiv d'atteindre sa cible en matière d'économies de coûts annualisées d'ici la fin de 2020, les attentes de la société en ce qui a trait à sa situation de trésorerie et à ses sources de financement, les attentes de la société en ce qui a trait à son programme d'économies de coûts, et les attentes de la société en ce qui a trait aux dividendes et aux rachats d'actions. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que

les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que les événements décrits dans les énoncés prospectifs se concrétiseront. Ces énoncés prospectifs, y compris ceux qui ont trait à la pandémie de COVID-19, sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. La plupart de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur notre entreprise, nos activités et nos résultats financiers sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pourrions pas nécessairement prévoir avec exactitude. Certains des facteurs susceptibles de causer un écart significatif entre les résultats ou événements réels et les attentes actuelles sont analysés plus haut à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2019 et dans des documents que Thomson Reuters dépose de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou qu'elle leur fournit. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par la pandémie de COVID-19 et toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale en résultant. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société pour 2020 sont fondées sur les renseignements dont la société dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir (y compris ceux qui concernent la pandémie de COVID-19), de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

La société présente ses perspectives dans le but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour 2020. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Facteurs de risque

Le facteur de risque décrit ci-dessous se veut une mise à jour et un complément des facteurs de risque présentés dans notre rapport annuel 2019 et dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2020. Cette mise à jour des facteurs de risque doit être lue en parallèle avec les facteurs de risque énoncés dans notre rapport annuel 2019 et dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2020.

La pandémie de COVID-19 a, et continuera vraisemblablement d'avoir, un effet néfaste sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. Nous avons subi, et continuerons vraisemblablement de subir, des répercussions défavorables en raison de l'incertitude, des replis et des changements des marchés que nous desservons, plus particulièrement dans les secteurs juridique, fiscal et comptable.

L'économie mondiale demeure considérablement perturbée en raison des inquiétudes entourant la propagation de la COVID-19, ainsi que des mesures qui ont été prises pour tenter d'en atténuer les répercussions. La COVID-19 et les mesures de confinement connexes ont déjà causé un ralentissement économique mondial, et la pandémie actuelle et la propagation continue de la COVID-19 mèneront probablement à une récession mondiale. Nous ne pouvons prévoir l'ampleur et la durée d'un ralentissement ou d'une récession, ni les conséquences qu'aura en définitive la pandémie sur la demande visant nos produits et services, en raison de différentes incertitudes comme la durée et la gravité de la pandémie, les mesures que pourraient prendre les instances gouvernementales, les entreprises et les particuliers en réponse à la pandémie, et l'incidence sur nos clients. Au deuxième trimestre de 2020, nous avons commencé à ressentir l'incidence défavorable de la COVID-19 et des mesures de confinement sur notre performance au chapitre des produits des activités ordinaires. Nous prévoyons que cette incidence défavorable continuera de se faire sentir et que les conséquences de la pandémie sur nos activités dans l'avenir pourraient être importantes. Même si nous avons mis en place des mesures et des plans conçus pour atténuer les conséquences de la COVID-19, il se pourrait que nos efforts ne donnent pas les résultats escomptés.

Notre rendement dépend de la santé et de la solidité financières de nos clients, qui à leur tour dépendent principalement de la conjoncture économique des États-Unis (79 % de nos produits des activités ordinaires en 2019) ainsi, dans une moindre mesure, de la conjoncture économique générale en Europe, en Asie-Pacifique, au Canada et en Amérique latine. La réduction des coûts, des dépenses ou des activités par nos clients peut diminuer la demande pour certains de nos produits et services, et réduire leur utilisation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers en réduisant nos produits des activités ordinaires, ce qui pourrait en retour réduire la rentabilité de certains de nos produits et services. La réduction des coûts par nos clients nous a également amenés à simplifier davantage notre organisation et à prendre des mesures en surcroît de celles que nous aurions prises autrement pour optimiser notre structure des coûts dans le but de maintenir ou d'augmenter notre rentabilité. Nous nous attendons à atténuer l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires en 2020 sur notre BAIIA ajusté et sur nos flux de trésorerie disponibles au moyen d'un programme d'économies de coûts de 100 M\$ aux termes duquel nous envisageons de diminuer les dépenses liées aux services de consultation et de conseil, aux déplacements et au divertissement et à certains projets de développement ainsi que d'autres dépenses discrétionnaires, mais cela pourrait être insuffisant et nous pourrions devoir prendre ultérieurement des mesures plus énergiques de réduction des coûts.

Comme une forte proportion de nos produits des activités ordinaires sont récurrents (78 % de nos produits en 2019), nous sommes d'avis que notre profil de produits des activités ordinaires est habituellement stable, comparativement aux autres modèles d'entreprise qui concernent principalement la vente de produits dans le cadre d'ententes bilatérales ou ponctuelles. Cependant, cela signifie également qu'il existe un décalage dans la concrétisation des conséquences d'une vente ou d'une annulation dans nos produits des activités ordinaires déclarés, puisque nous constatons des produits sur toute la durée de l'entente. En raison de ce décalage, nos

produits des activités ordinaires tendent habituellement à diminuer moins rapidement lorsque la conjoncture économique se détériore, mais ils sont également souvent plus lents à renouer avec la croissance lorsque l'activité économique s'améliore, comparativement aux autres entreprises qui n'évoluent pas selon un mode par abonnement. Nos produits tirés des transactions (10 % de nos produits en 2019), qui comprennent les honoraires prévus dans les ententes de services et de consultation, varient lorsque la conjoncture économique se dégrade, comme c'est le cas durant la pandémie de COVID-19.

En 2019, nous avons tiré 78 % de nos produits des activités ordinaires de nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, lesquels fournissent principalement des services aux avocats, aux fiscalistes et aux comptables. La conjoncture économique mondiale incertaine et changeante peut avoir une incidence sur ces secteurs. Dans le secteur du droit, la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement ont poussé de nombreux tribunaux à annuler ou à reporter des procédures judiciaires, et le travail lié aux transactions a ralenti dans plusieurs domaines de pratique. En raison de la pandémie de COVID-19, nos clients mettent l'accent sur la santé et la sécurité de leurs employés et de leurs activités, et cherchent à réduire leurs coûts. Certains de nos clients pourraient aussi ralentir leur processus décisionnel ou retarder des mises en œuvre ou des renouvellements prévus en raison de la pandémie, ce qui pourrait bousculer les tendances en matière de dépenses. Les ralentissements du travail dans les cabinets d'avocats ou de fiscalistes et d'experts-comptables pourraient se traduire par une baisse de la demande visant certains de nos produits et services. Nous nous attendons à ce qu'un nombre limité de nos clients de plus petite taille ne puissent pas nous payer ou demandent des arrangements financiers ou d'autres modalités de paiement en raison de leur situation financière, mais si un plus grand nombre de clients ou si certains de nos gros clients ne peuvent ou ne veulent pas nous payer, nos produits des activités ordinaires et notre situation financière pourraient en souffrir.

La COVID-19 a eu des effets sur le secteur Publications mondiales, dont les produits des activités ordinaires étaient déjà en baisse avant la pandémie. Même si notre usine reste ouverte au Minnesota (elle a été classée comme une « entreprise essentielle »), nous avons reçu au deuxième trimestre beaucoup de demandes de clients qui voulaient reporter des expéditions parce qu'ils n'étaient pas présents dans leurs locaux d'affaires pour prendre livraison des expéditions en raison de la fermeture obligatoire des commerces imposée par les gouvernements aux États-Unis et dans bien d'autres pays. Comme nos publications sont traditionnellement considérées comme du contenu essentiel pour les cabinets d'avocats et les organismes gouvernementaux, nous prévoyons que la plupart de ces expéditions finiront par être effectuées au troisième et au quatrième trimestre de 2020 si l'économie redémarre et se stabilise. Cependant, rien ne garantit que cela se produira, et si cela se produit, que ce sera dans les délais attendus. Une diminution rapide des produits du secteur Publications mondiales attribuable à la pandémie de COVID-19 pourrait nuire à notre rentabilité (puisque le secteur Publications mondiales dégage des marges plus élevées que nos activités en général), ainsi qu'à nos flux de trésorerie.

Le secteur Reuters News a été touché par la pandémie de COVID-19, et nous nous attendons actuellement à voir diminuer les produits des activités ordinaires de ce secteur pour l'exercice 2020. Au premier semestre de 2020, l'entreprise Reuters Events (que nous avons acquise au quatrième trimestre de 2019) a annulé ou reporté presque toutes les conférences en personne qui étaient prévues jusqu'en août 2020 en réponse à la COVID-19. Il est possible que la croissance interne des produits des activités ordinaires de Reuters News diminue aussi au quatrième trimestre de 2020 si l'entreprise Reuters Events ne peut pas reprendre les conférences en personne. Nous ne pouvons prévoir à quel moment Reuters Events pourra reprendre les conférences en personne.

En raison de la pandémie de COVID-19, nous avons dû modifier plusieurs de nos pratiques et activités commerciales, et nous pourrions prendre d'autres mesures, que ce soit sur ordre des autorités gouvernementales ou parce que nous croyons qu'il en va de l'intérêt de nos employés, clients, partenaires, fournisseurs et autres parties prenantes. La majorité de nos employés sont actuellement en télétravail depuis leur domicile, ce qui peut créer des risques opérationnels supplémentaires, notamment des risques liés à la cybersécurité. Les arrangements de télétravail se sont répercutés sur la façon dont nous menons nos activités de développement de produits, de soutien à la clientèle, de vente, etc., ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités d'exploitation. Même si notre équipe de vente conclut de nouvelles ventes et des renouvellements en télétravail, des restrictions ou des limitations prolongées de la capacité de l'équipe de vente à se déplacer pour rencontrer des clients éventuels ou existants pourraient nuire à notre capacité de dégager des produits des activités ordinaires dans l'avenir. Dans certains pays, par exemple en Inde, nous avons un grand nombre d'employés qui effectuent et soutiennent des activités essentielles. La fermeture prolongée des installations où sont menées des activités essentielles pourrait entraver notre capacité de fournir nos services et nos solutions. La maladie et les perturbations des effectifs pourraient aussi conduire à la non-disponibilité de la haute direction ou d'autres membres du personnel clés et ainsi nuire à notre capacité d'exécuter des tâches essentielles. Nous ne pouvons garantir que les mesures que nous prenons suffiront à atténuer les risques que pose la pandémie de COVID-19.

Bon nombre des risques exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2019, dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2020 et dans le présent rapport de gestion sont, et pourraient être, exacerbés par la pandémie de COVID-19 et toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale en résultant. La situation évolue rapidement, et de nouvelles conséquences et de nouveaux risques dont nous n'avons peut-être pas connaissance ou que nous ne pouvons peut-être pas contrer convenablement à l'heure actuelle pourraient se manifester, notamment si la pandémie perdure ou se répand encore plus dans le monde. Nous surveillons de près les répercussions de la COVID-19, mais les conséquences futures de la pandémie sont très incertaines et ne peuvent être prévues, et rien ne garantit que la pandémie n'aura pas un effet défavorable important dans l'avenir sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. L'ampleur des conséquences, prises individuellement ou collectivement, dépendra de l'évolution de la situation, notamment des mesures prises pour freiner les répercussions financières et économiques de la pandémie. Même après la pandémie, lorsque les mesures de confinement auront été levées, nous pourrions continuer de subir des effets néfastes sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation, dont l'ampleur pourrait être importante.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous avons recours à certaines mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière. En outre, des mesures non conformes aux IFRS utilisées comme mesures de performance servent de fondement aux programmes de rémunération incitative de la direction. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » de notre rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
BAlIA ajusté sectoriel, BAlIA ajusté consolidé et marges connexes		
Le BAlIA ajusté sectoriel représente le bénéfice lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des ajustements de juste valeur et des éléments liés au siège social.	Fournissent une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représentent des mesures fréquemment présentées par les entités et abondamment utilisées par les investisseurs comme paramètre d'évaluation. Permettent aussi d'évaluer la capacité de la société de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
Le BAlIA ajusté consolidé comprend le BAlIA ajusté sectoriel pour chaque secteur à présenter et les charges liées au siège social.		
Les marges connexes sont exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires.		
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement et marge connexe		
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement. La marge connexe est exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice net : - Exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur, de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Nous calculons le montant après impôt de chaque élément exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'impôt appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. - Nous déduisons également les dividendes déclarés sur les actions privilégiées. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action. Nous ajustons aussi le bénéfice et le résultat par action des périodes intermédiaires afin de refléter un taux d'impôt effectif normalisé. Plus précisément, le taux d'impôt effectif normalisé correspond au taux d'impôt effectif annualisé estimatif, appliqué au résultat ajusté avant impôt de la période intermédiaire. Le taux d'impôt effectif présenté est fondé sur les taux d'impôt effectifs annuels de chaque territoire s'appliquant au résultat avant impôt de chaque période intermédiaire.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat et constituent aussi des mesures utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de notre performance. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires. La normalisation du taux d'impôt effectif permet de mieux répartir l'impôt estimatif de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais elle n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice ni sur l'impôt décaissé.	Bénéfice net et résultat dilué par action

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dette nette : Dette totale, compte tenu de la juste valeur des instruments de couverture connexes, mais compte non tenu des coûts de transactions non amortis connexes, des surcotes ou décotes connexes et de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture ainsi que des obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procurent des mesures couramment utilisées pour évaluer le niveau d'endettement d'une société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour les douze mois précédents se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, au produit des cessions d'immobilisations et aux autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location, des dividendes versés sur nos actions privilégiées et des dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les nouvelles acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes »	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action	Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et rapprochement
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
• Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. • Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.		

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice lié aux activités poursuivies	131	207	322	321
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge d'impôt	16	47	63	48
Autres charges financières (produits financiers)	13	18	(34)	29
Charge d'intérêts, montant net	52	37	97	72
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	30	25	60	52
Dotation aux amortissements des logiciels	118	104	229	209
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	43	38	83	72
BAIIA	403	476	820	803
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	153	138	207	251
Autres profits d'exploitation, montant net	(80)	(261)	(48)	(305)
Ajustements de juste valeur	3	2	(20)	3
BAIIA ajusté	479	355	959	752
Déduire les dépenses d'investissement	(145)	(102)	(287)	(240)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	334	253	672	512
Marge du BAIIA ajusté	34,1 %	25,0 %	32,8 %	25,8 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	23,8 %	17,9 %	23,0 %	17,6 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	126	180	319	284
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Ajustements de juste valeur	3	2	(20)	3
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	30	25	60	52
Autres profits d'exploitation, montant net	(80)	(261)	(48)	(305)
Autres charges financières (produits financiers)	13	18	(34)	29
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	153	138	207	251
Impôt sur les éléments ci-dessus ¹⁾	(28)	30	(59)	1
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ¹⁾	9	(4)	39	(15)
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	5	27	3	37
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires¹⁾	(10)	(8)	(6)	(8)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	(1)	(1)	(2)
Résultat ajusté	221	146	460	327
Résultat ajusté par action	0,44 \$	0,29 \$	0,92 \$	0,65 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	497,6	503,0	497,6	503,2

1) Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	422	113	598	83
Dépenses d'investissement	(145)	(102)	(287)	(240)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	45	2	64	2
Autres activités d'investissement	1	1	2	4
Paievements au titre du capital des contrats de location	(18)	(12)	(36)	(23)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	-	(1)	(1)	(2)
Flux de trésorerie disponibles	305	1	340	(176)

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	620	605	2 %	(1) %	3 %	2 %	1 %
Grandes sociétés	329	315	4 %	(2) %	6 %	1 %	5 %
Fiscalité et comptabilité	168	182	(8) %	(4) %	(4) %	(3) %	-
3 grands secteurs pris collectivement	1 117	1 102	1 %	(2) %	3 %	1 %	2 %
Reuters News	155	156	(1) %	(1) %	-	11 %	(11) %
Publications mondiales	134	164	(19) %	(1) %	(17) %	-	(17) %
Éliminations/arrondissement	(1)	1					
Total des produits des activités ordinaires	1 405	1 423	(1) %	(2) %	-	2 %	(2) %

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	580	557	4 %	(1) %	5 %	2 %	3 %
Grandes sociétés	282	267	6 %	(2) %	7 %	1 %	7 %
Fiscalité et comptabilité	136	147	(7) %	(4) %	(3) %	(7) %	4 %
3 grands secteurs pris collectivement	998	971	3 %	(2) %	4 %	-	4 %
Reuters News	141	144	(2) %	-	(2) %	-	(2) %
Total des produits récurrents	1 139	1 115	2 %	(1) %	4 %	-	3 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 juin						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	40	48	(18) %	(1) %	(17) %	2 %	(19) %
Grandes sociétés	47	48	(4) %	(1) %	(2) %	-	(2) %
Fiscalité et comptabilité	32	35	(8) %	(2) %	(6) %	8 %	(14) %
3 grands secteurs pris collectivement	119	131	(10) %	(1) %	(9) %	3 %	(12) %
Reuters News	14	12	19 %	(8) %	26 %	80 %	(54) %
Total des produits tirés des transactions	133	143	(8) %	(2) %	(6) %	14 %	(19) %

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Semestres clos les 30 juin						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	1 246	1 205	3 %	(1) %	4 %	1 %	3 %
Grandes sociétés	696	661	5 %	(1) %	6 %	1 %	5 %
Fiscalité et comptabilité	386	404	(4) %	(3) %	(1) %	(1) %	-
3 grands secteurs pris collectivement	2 328	2 270	3 %	(1) %	4 %	1 %	3 %
Reuters News	310	311	-	(1) %	-	8 %	(8) %
Publications mondiales	289	329	(12) %	(1) %	(11) %	-	(11) %
Éliminations/arrondissement	(2)	-					
Total des produits des activités ordinaires	2 925	2 910	1 %	(1) %	2 %	2 %	-

Rapprochement des variations des produits récurrents, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Semestres clos les 30 juin						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits récurrents							
Professionnels du droit	1 167	1 113	5 %	(1) %	6 %	2 %	4 %
Grandes sociétés	563	530	6 %	(1) %	8 %	1 %	7 %
Fiscalité et comptabilité	294	320	(8) %	(3) %	(5) %	(6) %	1 %
3 grands secteurs pris collectivement	2 024	1 963	3 %	(1) %	4 %	-	4 %
Reuters News	283	287	(2) %	-	(1) %	-	(1) %
Total des produits récurrents	2 307	2 250	3 %	(1) %	4 %	-	4 %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations des produits tirés des transactions, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (base interne)¹⁾

(en millions de dollars américains)	Semestres clos les 30 juin						
	2020	2019	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Base interne
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	79	92	(15) %	(1) %	(14) %	(1) %	(13) %
Grandes sociétés	133	131	1 %	(1) %	2 %	4 %	(2) %
Fiscalité et comptabilité	92	84	11 %	(2) %	12 %	16 %	(4) %
3 grands secteurs pris collectivement	304	307	(1) %	(1) %	-	5 %	(5) %
Reuters News	27	24	14 %	(1) %	15 %	60 %	(45) %
Total des produits tirés des transactions	331	331	-	(1) %	1 %	12 %	(11) %

1) Les pourcentages de croissance sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin				
	2020	2019	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	254	229	11 %	-	11 %
Grandes sociétés	118	98	21 %	-	21 %
Fiscalité et comptabilité	54	59	(9) %	(3) %	(6) %
3 grands secteurs pris collectivement	426	386	10 %	(1) %	11 %
Reuters News	25	19	24 %	18 %	6 %
Publications mondiales	54	72	(25) %	(1) %	(24) %
Charges liées au siège social	(26)	(122)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	479	355	35 %	1 %	34 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	40,9 %	37,8 %	310 pb	30 pb	280 pb
Grandes sociétés	35,9 %	30,9 %	500 pb	50 pb	450 pb
Fiscalité et comptabilité	31,9 %	32,3 %	(40) pb	40 pb	(80) pb
3 grands secteurs pris collectivement	38,1 %	34,9 %	320 pb	50 pb	270 pb
Reuters News	15,6 %	12,5 %	310 pb	240 pb	70 pb
Publications mondiales	40,5 %	44,1 %	(360) pb	30 pb	(390) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	34,1 %	25,0 %	910 pb	70 pb	840 pb
Charges d'exploitation consolidées	929	1 070	(13) %	(2) %	(11) %
Résultat ajusté par action consolidé	0,44 \$	0,29 \$	52 %	3 %	48 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action, compte non tenu de l'effet du change¹⁾

(en millions de dollars américains, sauf les marges et les montants par action)	Semestres clos les 30 juin				
	2020	2019	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	484	458	6 %	(1) %	6 %
Grandes sociétés	235	209	13 %	-	13 %
Fiscalité et comptabilité	138	151	(8) %	(2) %	(6) %
3 grands secteurs pris collectivement	857	818	5 %	(1) %	5 %
Reuters News	44	42	3 %	15 %	(12) %
Publications mondiales	117	146	(20) %	-	(19) %
Charges liées au siège social	(59)	(254)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté consolidé	959	752	27 %	-	27 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	38,8 %	38,0 %	80 pb	10 pb	70 pb
Grandes sociétés	33,8 %	31,5 %	230 pb	50 pb	180 pb
Fiscalité et comptabilité	35,7 %	37,3 %	(160) pb	30 pb	(190) pb
3 grands secteurs pris collectivement	36,8 %	36,0 %	80 pb	20 pb	60 pb
Reuters News	14,1 %	13,6 %	50 pb	220 pb	(170) pb
Publications mondiales	40,5 %	44,4 %	(390) pb	30 pb	(420) pb
Charges liées au siège social	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
Marge du BAIIA ajusté consolidé	32,8 %	25,8 %	700 pb	50 pb	650 pb
Charges d'exploitation consolidées	1 946	2 161	(10) %	(3) %	(7) %
Résultat ajusté par action consolidé	0,92 \$	0,65 \$	42 %	2 %	40 %

1) Les pourcentages de croissance et les marges du BAIIA ajusté sont calculés au dollar près. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Annexe C

Renseignements sur Refinitiv

Notre société détient une participation de 45 % dans Refinitiv, qui constituait auparavant notre secteur Activités financières et risque entièrement détenu. Des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone détiennent une participation de 55 % dans Refinitiv. Une société liée à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et une société liée à GIC ont investi de concert avec Blackstone. Nos résultats selon les IFRS comprennent notre quote-part de 45 % du résultat de Refinitiv dans un poste distinct de l'état consolidé du résultat net intitulé « Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ». Nos mesures non conformes aux IFRS, y compris le résultat ajusté, ne tiennent pas compte de la quote-part des résultats après impôt de Refinitiv et des autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau ci-dessous présente les principales données financières pour 100 % de Refinitiv pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019, à la fois sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Refinitiv présente son information financière selon les PCGR des États-Unis et fournit un rapprochement avec les IFRS conformément aux méthodes comptables de Thomson Reuters. Un rapprochement entre ces mesures conformes aux IFRS et les mesures non conformes aux IFRS connexes est également présenté dans la présente annexe.

Le 1^{er} août 2019, nous avons convenu, avec des fonds de capital-investissement liés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, mais LSEG pourrait, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la contrepartie en trésorerie. Se reporter à la rubrique « Transaction envisagée visant LSEG et Refinitiv » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Les informations qui suivent ont été fournies par Refinitiv et sont non auditées.

	Trimestres clos les 30 juin				Semestres clos les 30 juin			
				Variation				Variation
				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées				Avant l'effet du change et compte non tenu des entreprises cédées
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	Total		2020	2019	Total	
Mesures conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 588	1 550	2 %	3 %	3 221	3 117	3 %	4 %
Perte nette	(326)	(302)			(419)	(545)		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	403	273			349	73		
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	157	106			343	237		
Dette aux 30 juin 2020 et 2019					14 128	13 983		
Mesures non conformes aux IFRS								
BAIIA ajusté	611	555			1 231	1 112		
Marge du BAIIA ajusté	38,5 %	35,8 %			38,2 %	35,7 %		
Flux de trésorerie disponibles	238	89			(7)	(252)		

Les rapprochements suivants des mesures conformes aux IFRS et des mesures non conformes aux IFRS sont fondés sur les définitions des mesures non conformes aux PCGR de Refinitiv, qui diffèrent de celles qu'utilisait Thomson Reuters.

Rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2020	2019	2020	2019
Perte nette	(326)	(302)	(419)	(545)
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Charge (produit) d'impôt	8	(38)	8	(60)
Charges financières	277	269	443	504
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	486	482	957	945
BAIIA	445	411	989	844
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :				
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1)	(1)	(2)	(1)
Autres pertes (profits) d'exploitation	45	-	(9)	1
Ajustements de juste valeur	15	16	21	38
Rémunération fondée sur des actions	8	3	21	7
Coûts liés à la transformation	99	126	211	223
BAIIA ajusté	611	555	1 231	1 112
Marge du BAIIA ajusté	38,5 %	35,8 %	38,2 %	35,7 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	2020	2019	2020	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	403	273	349	73
Dépenses d'investissement, moins le produit des cessions	(157)	(106)	(343)	(237)
Autres activités d'investissement	-	1	1	-
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(8)	(79)	(14)	(88)
Flux de trésorerie disponibles	238	89	(7)	(252)

Annexe D

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019	30 sept. 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	31 déc. 2018	30 sept. 2018
Produits des activités ordinaires	1 405	1 520	1 583	1 413	1 423	1 487	1 527	1 284
Bénéfice d'exploitation	365	290	216	262	447	274	135	173
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	131	191	1 321	(72)	207	114	(103)	(47)
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(5)	2	3	28	(27)	(10)	3 478	349
Bénéfice (perte) net	126	193	1 324	(44)	180	104	3 375	302
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	126	193	1 324	(44)	180	104	3 375	272
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	0,26 \$	0,38 \$	2,64 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,23 \$	(0,19) \$	(0,06) \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)	6,32	0,45
	0,25 \$	0,39 \$	2,65 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,21 \$	6,13 \$	0,39 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	0,26 \$	0,38 \$	2,63 \$	(0,14) \$	0,41 \$	0,22 \$	(0,19) \$	(0,06) \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	0,01	0,01	0,05	(0,05)	(0,02)	6,32	0,45
	0,25 \$	0,39 \$	2,64 \$	(0,09) \$	0,36 \$	0,20 \$	6,13 \$	0,39 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par la sortie de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Depuis le quatrième trimestre de 2018, nos produits des activités ordinaires tiennent compte des nouveaux produits dégagés par le secteur Reuters News, étant donné qu'il fournit des nouvelles et du contenu éditorial à Refinitiv aux termes d'une entente de 30 ans conclue en octobre 2018. Les mouvements du change ont eu une légère incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires pour la majeure partie de la période de huit trimestres, tandis que les acquisitions ont eu une incidence favorable sur les produits des activités ordinaires à compter du troisième trimestre de 2019, au cours duquel nous avons fait l'acquisition de HighQ et de Confirmation.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier puisque la majorité de nos charges d'exploitation sont fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes moins rentables. Les coûts et les investissements liés au repositionnement de notre société à la suite de la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque ont pesé lourd sur notre bénéfice d'exploitation du deuxième trimestre de 2018 jusqu'au quatrième trimestre de 2019, lorsque le programme est arrivé à terme. Au deuxième trimestre de 2019, le profit important découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société a eu une incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation. En 2020, la diminution des coûts résultant de l'achèvement, en 2019, de notre programme de repositionnement de Thomson Reuters après la séparation du secteur Activités financières et risque a eu une incidence favorable sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice (perte) net – L'augmentation du bénéfice net au quatrième trimestre de 2019 est attribuable à un produit d'impôt différé de 1,2 G\$ lié à la restructuration de certaines activités à l'étranger. L'augmentation du bénéfice net au quatrième trimestre de 2018 découle d'un profit de 3,4 G\$ à la vente d'une participation majoritaire dans notre secteur Activités financières et risque.

Annexe E

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale indirecte en propriété exclusive de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans le secteur Fiscalité et comptabilité de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations d'impôt, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation vise seulement à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation de manière conforme aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020, nos états financiers consolidés annuels de 2019, ainsi que notre rapport de gestion annuel de 2019 qui figure dans notre rapport annuel 2019.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Règlementation S-X, qui a été adoptée par la SEC le 2 mars 2020 et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762, avant son entrée en vigueur le 4 janvier 2021, comme l'autorise le communiqué d'adoption.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Trimestre clos le 30 juin 2020						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	995	740	(330)	1 405
Charges d'exploitation	(5)	-	(863)	(391)	330	(929)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(17)	(26)	-	(43)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(6)	(112)	-	(118)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(14)	(16)	-	(30)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(14)	94	-	80
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5)	-	81	289	-	365
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	-	(1)	(12)	-	(52)
Autres charges financières	(9)	-	-	(4)	-	(13)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	26	-	(13)	(13)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(27)	-	67	260	-	300
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(153)	-	(153)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	153	-	6	31	(190)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(36)	20	-	(16)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	126	-	37	158	(190)	131
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(5)	-	(5)
Bénéfice net	126	-	37	153	(190)	126
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	126	-	37	153	(190)	126

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Trimestre clos le 30 juin 2019						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	986	776	(339)	1 423
Charges d'exploitation	(2)	-	(890)	(517)	339	(1 070)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(19)	(19)	-	(38)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(4)	(101)	1	(104)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(15)	(10)	-	(25)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(1)	262	-	261
(Perte) bénéfice d'exploitation	(2)	-	57	391	1	447
(Charges) produits financiers, montant net						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(40)	-	-	3	-	(37)
Autres produits (charges) financiers	18	-	-	(36)	-	(18)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	112	-	(5)	(107)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	88	-	52	251	1	392
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(138)	-	(138)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	92	-	4	38	(134)	-
Charge d'impôt	-	-	(14)	(33)	-	(47)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	180	-	42	118	(133)	207
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(27)	-	(27)
Bénéfice net	180	-	42	91	(133)	180
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	180	-	42	91	(133)	180

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Semestre clos le 30 juin 2020						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	2 065	1 549	(689)	2 925
Charges d'exploitation	(8)	-	(1 801)	(826)	689	(1 946)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(33)	(50)	-	(83)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(12)	(218)	1	(229)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(27)	(33)	-	(60)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	-	-	(11)	59	-	48
(Perte) bénéfice d'exploitation	(8)	-	181	481	1	655
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(75)	-	(1)	(21)	-	(97)
Autres produits (charges) financiers	84	-	(1)	(49)	-	34
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	52	-	(25)	(27)	-	-
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	53	-	154	384	1	592
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(207)	-	(207)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	266	-	11	84	(361)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(70)	7	-	(63)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	319	-	95	268	(360)	322
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(3)	-	(3)
Bénéfice net	319	-	95	265	(360)	319
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	319	-	95	265	(360)	319

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

Semestre clos le 30 juin 2019						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	2 038	1 528	(656)	2 910
Charges d'exploitation	(6)	-	(1 801)	(1 010)	656	(2 161)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(38)	(34)	-	(72)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(9)	(201)	1	(209)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(31)	(21)	-	(52)
Autres profits d'exploitation, montant net	-	-	16	305	(16)	305
(Perte) bénéfice d'exploitation	(6)	-	175	567	(15)	721
(Charges) produits financiers, montant net						
(Charge) produits d'intérêt, montant net	(78)	-	-	6	-	(72)
Autres (charges) produits financiers	(134)	-	-	105	-	(29)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	175	-	(9)	(166)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(43)	-	166	512	(15)	620
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(251)	-	(251)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	327	-	1	115	(443)	-
(Charge) produit d'impôt	-	-	(51)	3	-	(48)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	284	-	116	379	(458)	321
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(37)	-	(37)
Bénéfice net	284	-	116	342	(458)	284
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	284	-	116	342	(458)	284

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

30 juin 2020

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	-	282	660	-	946
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	692	400	-	1 093
Créances d'exploitation intragroupe	3 327	-	325	3 089	(6 741)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	486	-	492
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2	-	187	320	-	509
Actifs courants	3 334	-	1 492	4 955	(6 741)	3 040
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	254	330	-	584
Logiciels, montant net	-	-	36	861	(4)	893
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 176	2 269	-	3 445
Goodwill	-	-	3 726	2 095	-	5 821
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 291	-	1 291
Autres actifs non courants	17	-	127	542	-	686
Créances d'exploitation intragroupe	377	-	-	778	(1 155)	-
Placements dans des filiales	11 631	-	41	3 935	(15 607)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 143	-	1 143
Total des actifs	15 359	-	6 852	18 199	(23 507)	16 903
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passifs						
Dette courante	120	-	-	-	-	120
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	58	-	314	773	-	1 145
Produits différés	-	-	546	216	-	762
Dettes d'exploitation intragroupe	2 171	-	926	3 644	(6 741)	-
Autres passifs financiers	-	-	19	113	-	132
Passifs courants	2 349	-	1 805	4 746	(6 741)	2 159
Dette à long terme	3 699	-	-	-	-	3 699
Provisions et autres passifs non courants	2	-	77	1 166	-	1 245
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	377	(1 155)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	216	275	-	491
Total des passifs	6 050	-	2 876	6 564	(7 896)	7 594
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 309	-	3 976	11 635	(15 611)	9 309
Total du passif et des capitaux propres	15 359	-	6 852	18 199	(23 507)	16 903

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 décembre 2019

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	-	169	651	-	825
Créances clients et autres créances d'exploitation	1	-	749	417	-	1 167
Créances d'exploitation intragroupe	3 289	-	440	2 699	(6 428)	-
Autres actifs financiers	-	-	6	527	-	533
Charges payées d'avance et autres actifs courants	1	-	194	351	-	546
Actifs courants	3 296	-	1 558	4 645	(6 428)	3 071
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	272	343	-	615
Logiciels, montant net	-	-	47	859	(6)	900
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 203	2 315	-	3 518
Goodwill	-	-	3 658	2 195	-	5 853
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	1 551	-	1 551
Autres actifs non courants	-	-	124	487	-	611
Créances d'exploitation intragroupe	283	-	-	778	(1 061)	-
Placements dans des filiales	11 605	-	27	4 025	(15 657)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 176	-	1 176
Total des actifs	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passifs						
Dette courante	578	-	-	1	-	579
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	44	-	484	845	-	1 373
Produits différés	-	-	583	250	-	833
Dettes d'exploitation intragroupe	2 031	-	668	3 729	(6 428)	-
Autres passifs financiers	262	-	19	153	-	434
Passifs courants	2 915	-	1 754	4 978	(6 428)	3 219
Dette à long terme	2 676	-	-	-	-	2 676
Provisions et autres passifs non courants	33	-	82	1 149	-	1 264
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	283	(1 061)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	223	353	-	576
Total des passifs	5 624	-	2 837	6 763	(7 489)	7 735
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	9 560	-	4 052	11 611	(15 663)	9 560
Total du passif et des capitaux propres	15 184	-	6 889	18 374	(23 152)	17 295

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trimestre clos le 30 juin 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(65)	-	346	141	-	422
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	28	-	(9)	101	(213)	(93)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	40	-	(139)	(319)	213	(205)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des découverts bancaires	3	-	198	(77)	-	124
Trimestre clos le 30 juin 2019						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(58)	-	67	104	-	113
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	26	(53)	(50)	(77)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	44	-	(100)	(180)	50	(186)
Diminution de la trésorerie et des découverts bancaires	(14)	-	(7)	(129)	-	(150)

TABLEAU DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Semestre clos le 30 juin 2020						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(101)	-	427	272	-	598
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(47)	-	(11)	(96)	(188)	(342)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	147	-	(303)	(157)	188	(125)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires	(1)	-	113	19	-	131
Semestre clos le 30 juin 2019						
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(54)	-	158	(21)	-	83
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	-	-	49	(152)	(50)	(153)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	50	-	(128)	(499)	50	(527)
Diminution de la trésorerie et des découverts bancaires	(4)	-	79	(672)	-	(597)